

Recensements de la population pour l'étude des reprises démographiques et des migrations résidentielles dans l'espace peu dense (1975-2011)

Pierre Pistre *

Cet article détaille l'analyse des reprises démographiques enregistrées dans les parties les moins denses du territoire français depuis les années 1970. Sur le moyen terme, il met en évidence la progression des croissances de population jusqu'aux années 2000, portées par des soldes migratoires de plus en plus positifs. À la périphérie des agglomérations, notamment les plus peuplées, le développement résidentiel se poursuit par extension. Il est alimenté par des profils individuels bien connus (jeunes actifs, professions intermédiaires, employés, ouvriers, etc.), mais la tendance est aussi à une stratification sociale accrue selon le degré de densité de ces espaces. Hors de la proximité urbaine, les croissances démographiques et migratoires sont aussi devenues majoritaires. L'installation de retraités y joue un rôle moteur depuis les années 1980, et l'originalité de la dernière décennie tient à l'arrivée d'une diversité d'actifs en milieu et fin de carrière professionnelle.

L'approfondissement des analyses pour les décennies 2000 et 2010 révèle par ailleurs un tassement des croissances migratoires après la crise économique de 2008-2009. Il concerne l'ensemble des configurations de l'espace peu dense, en particulier les moins denses, mais il fragilise surtout les reprises dans les communes isolées et les petites et moyennes aires urbaines. Selon les catégories d'espace, l'explication paraît tenir à de moindres migrations entrantes des actifs et/ou des groupes socioprofessionnels moyens et supérieurs.

Les tendances récentes, examinées à partir des données détaillées du recensement et des enquêtes annuelles, demandent à être confirmées par l'exploitation des prochaines données migratoires du recensement, disponibles en 2016 (*RP 2013*). Pour les communes de moins de 10 000 habitants, le développement de méthodes d'étude annualisée est aussi un enjeu important pour mieux suivre la tendance inégale aux reprises démographiques.

Rappel :

Les jugements et opinions exprimés par les auteurs n'engagent qu'eux mêmes, et non les institutions auxquelles ils appartiennent, ni a fortiori l'Insee.

Codes JEL : R2 (surtout R23).

Mots clés : population, migrations résidentielles, densité, recensement, France.

* Université Paris-Est/IFSSTAR-AME-DEST, associé à l'UMR8504 - Géographie-cites (pierre.pistre@parisgeo.cnrs.fr).

L'auteur tient à remercier les deux évaluateurs anonymes pour leurs remarques et leurs suggestions qui ont contribué à l'amélioration générale de l'article. En outre, si la majorité des données de recensement utilisées ont été librement téléchargées sur le site insee.fr, les fichiers détail des recensements antérieurs aux années 2000 ont été obtenus par le Réseau Quételet, fournisseur de données pour la recherche en sciences sociales.

Les recensements de la population 1968 et 1975 ont les premiers rendu compte de l'amélioration de l'évolution démographique moyenne des espaces les moins denses en France métropolitaine (Chapuis *et al.*, 1986 ; Kayser, 1990 ; Bontron, 1993). L'« exode rural » – dont Paul-André Rosental (1994) a montré comment il relevait d'un modèle d'analyse construit historiquement, plus qu'un simple outil de description – a progressivement laissé place à des reprises démographiques de plus en plus marquées, portées par des soldes migratoires positifs et en croissance (Cognard, 2001 ; Baccaïni, 2006 ; Sencébé *et al.*, 2007 ; Talandier, 2007 ; Pistre, 2011). Sur le moyen terme, ce schéma d'évolution permet de caractériser simplement la tendance démographique dominante hors des agglomérations. Cependant, il masque l'inégalité spatiale et temporelle des décroissances, stabilisations et croissances enregistrées dans les espaces les moins denses au cours des cinq dernières décennies.

Cet article analyse quantitativement la diversité des reprises démographiques et leurs composantes (évolutions naturelles et migratoires, profils des migrants) au sein de l'espace peu dense français ; cet espace générique comprend ici les communes non agglomérées au sens des unités urbaines de l'Insee, ainsi que les petites concentrations de moins de 10 000 habitants (Hubert *et al.*, 2016). À partir d'une typologie communale *ad hoc*, il s'agit d'abord d'évaluer le rôle de la proximité urbaine. Par rapport aux années 1990 (Bessy *et al.*, 2001), l'hypothèse est que les reprises ont eu tendance à se généraliser au cours des années 2000 – même dans les territoires hors de l'influence des pôles au sens du zonage en aires urbaines – et que l'intensité des croissances s'est renforcée à la périphérie des grandes agglomérations. De manière concomitante, l'objectif est d'évaluer le rôle de la densité des territoires au sein de l'espace peu dense : si l'on considère qu'une plus faible densité de population signifie souvent moins de services, d'emplois, d'accessibilité etc., les parties les moins denses du territoire sont-elles aussi les plus en marge des croissances démographiques ?

L'utilisation des données de recensement¹ sur le moyen terme, depuis les années 1970 et le court terme pour les années 2000 et 2010, conduit rapidement à confirmer la tendance générale aux reprises démographiques, qui reste toutefois très différenciée au sein de l'espace peu dense. Surtout, l'examen de la période la plus récente met en évidence un tassement des croissances

de population à la fin des années 2000, dont l'explication est essentiellement migratoire. L'installation de nouveaux résidents reste le principal moteur des reprises, mais des réductions sont constatées après 2008-2009. Les croissances démographiques restent néanmoins aujourd'hui majoritaires dans l'espace peu dense.

L'article présente d'abord la grille spatiale utilisée et les évolutions démographiques générales des catégories de l'espace peu dense ainsi définies. Une analyse longitudinale des trajectoires des communes, qui composent chaque configuration de l'espace peu dense, est ensuite menée. Cette approche permet surtout de rendre compte de la variabilité et de l'inégalité des dynamiques locales qui se cachent derrière la tendance aux croissances de population. Les deux premières parties ayant aussi pour but de montrer le rôle central des apports migratoires, la troisième partie examine le profil des migrants. Tout en respectant les contraintes méthodologiques liées aux évolutions de la mesure des migrations dans le recensement (encadré 1), l'utilisation d'indicateurs relatifs et absolus permet d'identifier les populations les plus impliquées dans les reprises anciennes et récentes. Une dernière partie précise les tendances migratoires depuis 2004. À partir des recensements décomposés par enquête annuelle (EAR), il s'agit d'évaluer la temporalité et la composition du tassement des croissances migratoires observé à la fin des années 2000.

Diversité de l'espace peu dense, reprises démographiques et tassement récent

Un espace sous influence urbaine inégale et plus ou moins peuplé

Pour étudier l'évolution démographique des territoires les moins denses à l'échelle nationale, une première étape consiste à choisir une typologie géographique adaptée. J'utilise ici une

1. Les recensements (RP) 1975, 1982, 1990, 1999, 2006, 2008 et 2011 sont plus précisément utilisés. Les RP des années 2000, qui résultent de la nouvelle méthode de recueil des données mise en place à partir de 2004, sont utilisés sous deux formats : (1) principalement dans leur format classique, c'est-à-dire tels que diffusés par l'Insee comme la compilation de cinq enquêtes annuelles de recensement (EAR) (exemple pour le RP 2011 : EAR 2009 à 2013) ; (2) de manière plus originale dans la quatrième partie de l'article, où les EAR de 2004 à 2013 (ou 2010) sont exploitées de manière autonome pour les seules communes de moins de 10 000 habitants, qui ont conservé un recensement exhaustif tous les cinq ans après 2004.

classification *ad hoc* des communes françaises métropolitaines (encadré 2). Elle tient compte de leur appartenance ou non aux espaces urbains tels que définis par l'Insee (unités urbaines, aires urbaines) et de leur peuplement (nombre d'habitants, densité) ; l'espace peu dense y rassemble

l'ensemble des communes hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus. À l'aide de cette classification, l'objectif est notamment d'évaluer le caractère discriminant de la proximité urbaine et du degré de peuplement sur les croissances démographiques et migratoires.

Encadré 1

ANALYSE DES MIGRATIONS RÉSIDENTIELLES ET DES MIGRANTS AVEC LE RECENSEMENT DE LA POPULATION (RP)

Critères de définition et de mesure. L'Insee définit la migration comme le fait de changer de lieu de résidence de manière durable, en quittant généralement l'échelle communale ; le migrant correspond à « une personne ayant changé de résidence au moins une fois au cours de la période » (Insee, 2009). Dans le recensement, la période de mesure a longtemps correspondu à l'intervalle intercensitaire entre deux RP. Les migrations étaient alors comptées par comparaison des communes de résidence au moment du recensement et à la date du précédent recensement (ex : RP 1999 par rapport au RP 1990). Mais à partir de 2004, ce critère a changé suite à la mise en place d'un dispositif annuel de recueil des données. De 2004 à 2010, la commune antérieure a d'abord été comptabilisée au 1^{er} janvier $n-5$ ans (ex : 1^{er} janvier 2000 pour les individus recensés en 2005). Un dernier changement est intervenu en 2011. Dans un souci d'harmonisation européenne, l'ancienne commune de résidence est désormais considérée au 1^{er} janvier $n-1$ an (ex : 1^{er} janvier 2010 pour 2011). En attendant la réalisation de cinq EAR sur la base de ce nouveau critère – soit entre 2011 et 2015 (cf. RP 2013, disponible à la mi-2016), le RP 2008 et l'EAR 2010 sont les sources les plus récentes à disposition pour l'analyse directe des migrations à partir du recensement.

Apports et limites du recensement rénové. La mesure des migrations résidentielles n'a pas foncièrement changé avec le dispositif de recensement mis en place à partir de l'EAR 2004 (Baccaïni, 2001 ; Pan Ké Shon, 2007). Deux apports sont néanmoins importants à signaler, de même que trois limites anciennes qui restent effectives. Premier apport, la diminution de la période d'observation (5 ans puis 1 an) contribue à réduire le nombre des migrations intermédiaires non comptabilisées. Deuxième apport, le retrait des enfants de moins de cinq ans permet de s'en tenir aux seuls individus qui sont nés au moment du changement de résidence.

Néanmoins, la sous-estimation du nombre de migrations (cf. étapes résidentielles intermédiaires au cours de la période d'étude) et de migrants (cf. départs à l'étranger, décès, retours multiples vers le lieu de départ) reste vraie malgré la baisse de la période d'observation. Troisième limite, les recensements successifs – dont depuis 2004 – ne permettent de connaître les caractéristiques des migrants qu'au lieu d'arrivée et au moment du recensement.

Indicateurs des dynamiques migratoires à partir du RP. Les principaux indicateurs d'étude restent équivalents avec les données du recensement rénové et, d'autant plus, si l'objectif est de comparer les dynamiques migratoires entre plusieurs périodes intercensitaires. Les changements de la période d'observation excluent *de facto* la comparaison diachronique, sur le moyen terme, des volumes de migrants entrants ou sortants de tous types de territoires internes à la France ; la comparaison synchronique des volumes de migrants reste par contre tout à fait pertinente (cf. partie 3 de l'article), ainsi que l'analyse de l'évolution des volumes de migrants comptabilisés selon de mêmes critères de mesure (cf. EAR 2004 à 2010 : partie 4 de l'article).

L'analyse évolutive des migrations à partir du RP repose donc surtout sur l'étude des soldes migratoires (différence entre arrivées et départs), qui peuvent être annualisés en les divisant par la durée de la période d'observation. Deux soldes migratoires sont à distinguer selon les données utilisées :

(1) On appelle solde migratoire apparent (SMA) la comptabilisation indirecte des migrations, qui correspond à la différence entre l'évolution totale de la population d'un territoire et son évolution naturelle (différence entre naissances et décès) au cours d'une période donnée. En outre, le SMA est communément utilisé pour évaluer le poids des dynamiques migratoires dans l'évolution générale de la population, en calculant un taux de croissance annuel moyen de la population (TCAM) dû au solde migratoire apparent (cf. parties 1, 2 et 4 de l'article) ;

(2) Le solde migratoire interne (SMi) désigne la différence des volumes d'individus entrants et sortants d'un territoire ou d'une catégorie d'espace, calculée directement à partir des données détaillées du recensement. Il est dit interne car il tient compte des seules migrations qui ont eu lieu au sein du territoire national – les sorties vers l'étranger n'étant pas connues dans le RP. De plus, afin de rendre comparable les SMi entre périodes intercensitaires, le retrait des enfants de moins de cinq ans au moment du recensement est désormais nécessaire pour les RP antérieurs à 2004. Enfin, soulignons que le SMi est à la base du calcul du taux annuel de migration interne nette (TAMIN), qui permet d'évaluer le poids du différentiel des entrées et des sorties par rapport à la population totale d'un territoire ou d'une catégorie spatiale (encadré 4) (cf. partie 3 de l'article).

L'espace peu dense rassemble ici environ un 1/3 de la population métropolitaine pour 89 % des communes – respectivement 22 374 092 habitants et 32 388 communes au RP 2011 (tableau 1). Il se distingue par des niveaux de

densité de population bien inférieurs à ceux observés dans l'espace dense (ex : en moyenne, 58,5 hab/km² versus 907,3 hab/km²), mais il a aussi une forte composante urbaine au sens du zonage en aires urbaines. La moitié de ses

Encadré 2

CLASSIFICATION DES COMMUNES À PARTIR DES UNITÉS URBAINES 2010, DES AIRES URBAINES 2010 ET DES DENSITÉS DE POPULATION 2011

Comment catégoriser les espaces les moins peuplés en France ?

Deux démarches principales sont ici possibles :

(1) Utiliser les zonages de référence produits par l'Insee : en unités urbaines (en fonction de la continuité du bâti et du nombre d'habitants par commune), en aires urbaines (selon les emplois par unité urbaine et la part des navetteurs vers une aire urbaine polarisante) ou, plus récemment, en degré d'urbanisation (à partir du nombre d'habitants et de la densité par carreau d'un 1 km ; Aliaga *et al.*, 2015). Des organismes internationaux comme l'OCDE (2010) et Eurostat (2012) produisent également des zonages de ce type, surtout basés sur les densités.

(2) Construire une classification *ad hoc* et plurifactorielle du territoire national. Si l'on s'en tient aux travaux français les plus récents, plusieurs chercheurs ont développé des grilles d'analyse de ce genre, en intégrant ou non une distinction préalable entre entités à dominante urbaine et rurale. La plupart ont privilégié la combinaison de critères liés au peuplement, aux compositions sociodémographiques ou aux caractéristiques des logements, que la classification soit menée à l'échelle des communes (Hubert *et al.*, 2012, 2016), des cantons (Bergouignan, 2009), des bassins de vie (Pistre, 2012, 2015) ou des départements (Chevalier *et al.*, 2010). D'autres travaux plus économiques ont réalisé des typologies nationales pour analyser les « bases économiques des territoires », à l'échelle des bassins de vie (Talandier, 2007, 2008) et des zones d'emploi (Davezies, 2010), ou pour examiner la « performance (inégaie) des communes rurales » (Aubert *et al.*, 2005, 2006). Enfin, la typologie communale des campagnes françaises, réalisée par Hilal *et al.* (2012) pour le compte de la Datar, repose sur de nombreuses variables des domaines précédemment cités, mais elle mobilise aussi des indicateurs sur les paysages, l'occupation du sol et l'accessibilité des services et des emplois.

Construction d'une classification *ad hoc* à partir des zonages Insee et du peuplement

La typologie utilisée ici relève à la fois de l'élaboration d'une classification *ad hoc* des communes et du recours aux grilles d'analyse produites par l'Insee. Deux raisons principales à ce choix :

(1) Pour analyser les espaces les moins peuplés, les zonages en unités urbaines (UU) ou en aires urbaines

(AU) présentent une limite théorique importante : les « communes rurales » ou les « communes isolées » y sont définies de manière indirecte, comme les territoires hors des UU ou AU. Cependant, l'utilisation de ces grilles spatiales largement connues présente l'intérêt de faciliter la reconnaissance des dynamiques observées. Ce deuxième argument a été privilégié pour la réalisation de l'article ;

(2) Une deuxième limite des zonages en UU ou en AU est leur tendance intrinsèque à distinguer plusieurs configurations urbaines mais, à l'inverse, à homogénéiser les profils des « communes rurales ou isolées ». Par le croisement de ces deux zonages – et l'utilisation d'un critère supplémentaire de densité, il est néanmoins possible de distinguer plusieurs catégories spatiales pertinentes au sein de l'« espace peu dense ».

En définitive, la classification utilisée est construite de la manière suivante (figure) :

(Niveau 1) Une première distinction est faite entre les communes qui appartiennent ou non aux UU de 10 000 habitants et plus. La figure générique de l'espace peu dense est ainsi distinguée par une faible continuité du bâti, par des effectifs communaux essentiellement inférieurs à 2 000 habitants ou, pour le plus, par l'appartenance à de petites concentrations urbaines. En outre, ce seuil maximum de 10 000 habitants a été sélectionné pour conserver uniquement des communes qui relèvent depuis 2004 d'un recensement exhaustif tous les cinq ans ;

(Niveau 2) L'espace peu dense et l'espace dense sont ensuite décomposés à partir du zonage en AU 2010, c'est-à-dire selon les situations communales vis-à-vis des aires urbaines. Pour l'espace peu dense, quatre catégories sont distinguées : appartenance aux grandes aires urbaines, aux petites et moyennes aires urbaines, aux autres communes multipolarisées ou aux communes isolées hors influence des pôles ;

(Niveau 3) La dernière étape consiste, pour les seules catégories de l'espace peu dense, à les dédoubler à partir de la densité médiane de chaque catégorie pondérée par la population de 2011. L'objectif est ainsi de construire des couples de catégories spatiales de niveau 3 assez homogènes en volume de population (tableau 1). →

communes et 59 % de sa population sont intégrés aux grandes aires urbaines, les petites et moyennes aires urbaines ne représentent de leur côté que 7 % des communes et 13 % de la population. Deux autres catégories de l'espace peu dense ont des effectifs de même ordre : les autres communes multipolarisées comptent pour 22 % des communes et 15 % de la population, les communes isolées hors influence des pôles pour 23 % des communes et 13 % de la population – soit 5 % de l'ensemble de la population (Brutel *et al.*, 2011). Notons que

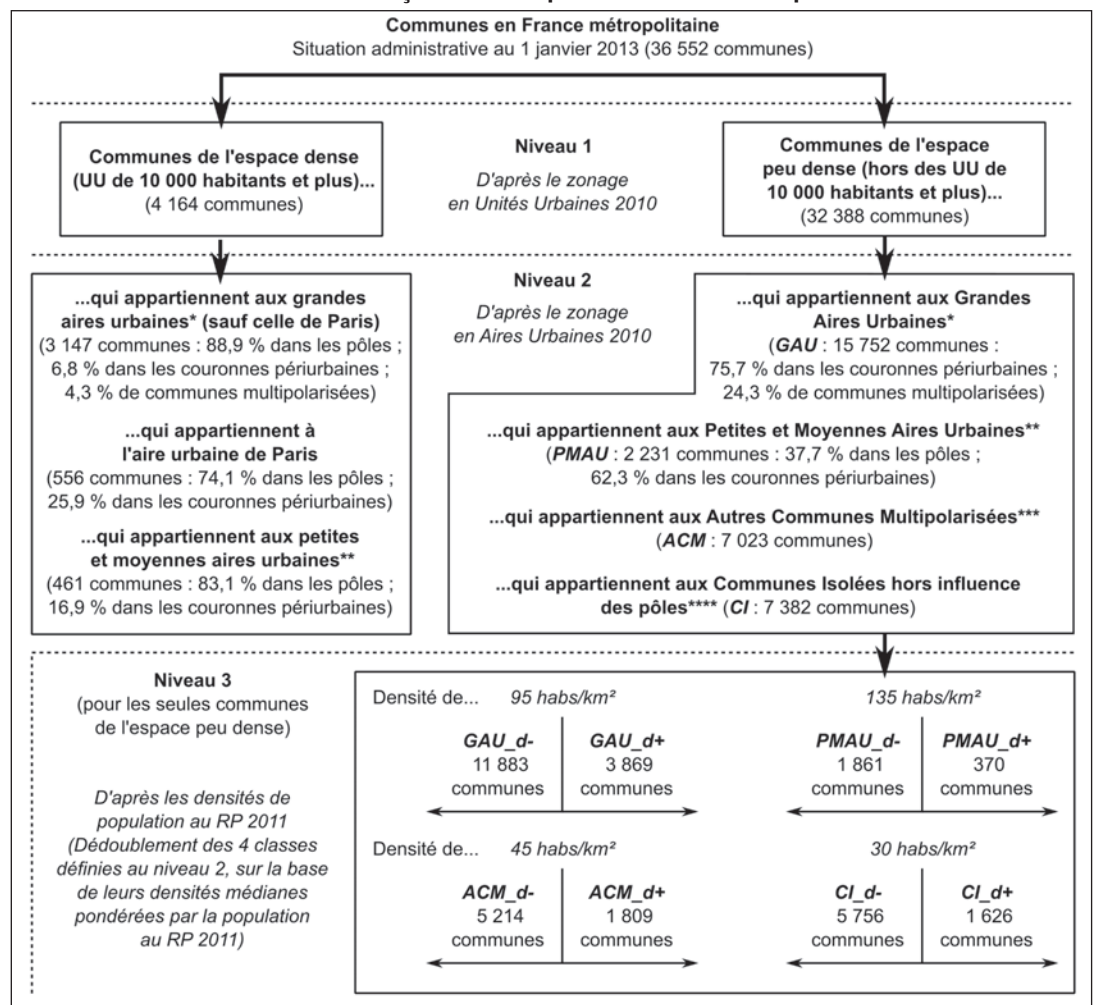
ces dernières sont logiquement les moins densément peuplées : la moitié d'entre-elles ont par exemple des densités de population inférieures à 15,1 habitants par km².

Généralisation des croissances démographiques mais tassement à la fin des années 2000

L'étude introductive des variations moyennes de la population dans l'espace peu dense, depuis

Encadré 2 (suite)

Figure
Classification des communes françaises métropolitaines en trois étapes et trois niveaux



* Les « grandes aires urbaines » - dont les pôles comptent au moins 10 000 emplois - rassemblent ici à la fois des communes des pôles urbains, des couronnes périurbaines et des communes multipolarisées des grandes aires urbaines.
 ** Les « petites et moyennes aires urbaines » - dont les pôles comptent entre 1 500 et 9 999 emplois - sont composées à la fois de communes des pôles urbains et des couronnes périurbaines.
 *** Les « autres communes multipolarisées » correspondent aux communes « situées hors des grandes aires urbaines, des moyennes et petites aires, et des communes multipolarisées des grandes aires urbaines dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent dans plusieurs aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et forment avec elles un ensemble d'un seul tenant » (def. Insee).
 **** Les « communes isolées hors influence des pôles » regroupent l'« ensemble des communes situées hors des grandes aires urbaines, des moyennes aires et des petites aires et qui se sont pas multipolarisées ». (def. Insee).

les années 1970, souligne deux tendances principales (tableau 2). Tout d'abord, l'ensemble des catégories spatiales préalablement définies ont gagné de la population depuis le RP 1999. On retrouve ainsi le constat de reprises démographiques de plus en plus généralisées, et ce, même au-delà de la proche influence urbaine (Morel *et al.*, 2006 ; Laganier *et al.*, 2009 ; Pistre, 2012). Deuxième tendance : la période d'étude 2006-2011² révèle un tassement récent des croissances dans l'ensemble des catégories de l'espace peu dense, tout de même moins marqué dans les autres communes multipolarisées.

Ce deuxième constat interroge sur la poursuite des reprises démographiques dans l'espace peu dense : stabilisation des niveaux de croissance ou préalable à un retournement de tendance ? À ce jour, la tendance est au maintien de croissances élevées dans l'espace peu dense sous influence directe des grandes aires urbaines (+ 1,26 % par an entre 2006 et 2011), d'une

part, et mutipolarisé par plusieurs aires urbaines (+ 0,96 % par an), d'autre part. Ces fortes progressions sont partie prenante de la poursuite de la périurbanisation par densification et par extension spatiale (Baccaïni *et al.*, 2009). La croissance démographique des deux autres configurations de l'espace peu dense paraît par contre plus fragile. Au sein des petites et moyennes aires urbaines, surtout dans les communes les plus denses (+ 0,04 % par an), l'évolution de la population est juste à l'équilibre. Le constat est sensiblement équivalent dans les communes isolées les moins denses (+ 0,15 % par an).

2. Cette période intercensitaire est depuis la mise en place du dispositif annualisé de recensement en 2004 la première à permettre la comparaison de données exclusivement tirées du nouveau recensement et collectées selon une même méthode de recensement.

Tableau 1
Caractéristiques des catégories spatiales de l'espace peu dense et de l'espace dense en France métropolitaine

Classification des communes d'après les UU 2010 [N1], les AU 2010 [N2] et les densités de population 2011 [N3]*	Composition des classes de communes (RP 2011)		Indicateurs de la densité des communes (nombre d'habitants par km ² au RP 2011)			
	Nombre de communes	Population	1 ^{er} décile	Médiane	Moyenne	9 ^e décile
[N1] Espace peu dense (hors des UU de 10 000 habitants et plus)	32 388	22 374 092	9,5	33,5	58,5	126,7
[N2] des grandes aires urbaines	15 752	13 190 402	16,1	51,4	78,3	162,9
[N3] Densités inférieures (< 95 habs/km ²)	11 883	6 512 648	14,3	38,8	42,4	77,9
[N3] Densités supérieures (> 95 habs/km ²)	3 869	6 677 754	102,0	145,7	188,4	310,7
[N2] des petites et moyennes aires urbaines	2 231	2 840 721	12,2	41,4	85,9	195,6
[N3] Densités inférieures (< 135 habs/km ²)	1 861	1 425 026	11,2	33,5	42,9	94,2
[N3] Densités supérieures (> 135 habs/km ²)	370	1 415 695	146,8	219,9	297,1	521,9
[N2] des autres communes multipolarisées	7 023	3 395 462	10,0	26,7	39,4	74,1
[N3] Densités inférieures (< 45 habs/km ²)	5 214	1 666 230	8,9	20,7	22,1	37,8
[N3] Densités supérieures (> 45 habs/km ²)	1 809	1 729 232	47,7	65,7	89,3	141,9
[N2] des communes isolées hors influence des pôles	7 382	2 947 507	5,1	15,1	26,4	52,8
[N3] Densités inférieures (< 30 habs/km ²)	5 756	1 427 217	4,4	12,3	13,2	24,1
[N3] Densités supérieures (> 30 habs/km ²)	1 626	1 520 290	32,7	49,4	73,2	130,4
[N1] Espace dense (UU de 10 000 habitants et plus)	4 164	40 696 252	89,5	328,5	907,3	2 029,2
[N2] des grandes aires urbaines (hors Paris)	3 147	27 696 017	98,1	316,4	629,0	1 444,4
[N2] de l'aire urbaine de Paris	556	11 223 204	187,7	1 330,0	3 041,6	7 574,3
[N2] des petites et moyennes aires urbaines	461	1 777 031	55,5	144,0	233,5	527,8
France métropolitaine	36 552	63 070 344	10,2	39,5	155,2	229,6

* Cf. encadré 2. UU : unité urbaine ; AU : aire urbaine.

Lecture : l'espace peu dense comptait 32 388 communes et 22 374 092 habitants au RP 2011.

Champ : communes et populations résidentes de la France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 2011 (exploitation principale).

Maintien des dynamiques naturelles et ralentissement récent des croissances migratoires

Ces évolutions démographiques générales résultent classiquement de la combinaison des dynamiques naturelles (différence entre naissances et décès) et des dynamiques migratoires (différence entre arrivées et départs) (figure I). L'étude des variations de la population dues au solde naturel ou au solde migratoire apparent conduit à deux autres séries de constats et d'explication :

- L'analyse sur le moyen terme (depuis le RP 1975) ou sur le court terme (depuis le RP 2006) confirme le poids des dynamiques migratoires dans l'évolution des populations de l'espace peu dense. En effet, la généralisation des soldes migratoires positifs à partir des années 1980-1990 a été le principal moteur des croissances démographiques. Dans les petites et moyennes aires urbaines, ainsi que dans les communes isolées, ils ont notamment compensé – et encore aujourd'hui – des évolutions naturelles devenues ou restées négatives ;
- L'examen des croissances migratoires entre 2006 et 2011, comparativement à la période

1999-2006, montre un ralentissement récent dans une majorité des catégories de l'espace peu dense. Les configurations spatiales les moins denses sont les plus concernées et, plus globalement, il s'agit là de l'explication principale au tassement des croissances de populations générales constatées précédemment (tableau 2). En outre, soulignons que dans l'espace peu dense des grandes aires urbaines et dans les autres communes multipolarisées – surtout pour les communes les moins denses, la progression des soldes naturels a contribué à atténuer le ralentissement des croissances démographiques.

En définitive, les tendances moyennes par catégorie de l'espace peu dense restent à des croissances de population, plus ou moins significatives, qui résultent de soldes migratoires positifs. Le tassement récent des dynamiques migratoires fragilise surtout les progressions démographiques de l'espace peu dense des petites et moyennes aires urbaines, ainsi que des communes isolées, dans lequel le levier migratoire porte à lui seul les (plus faibles) croissances d'ensemble.

Sans remettre en cause les principales tendances décrites ci-avant, l'analyse agrégée des dynamiques démographiques et migratoires

Tableau 2
Évolutions du volume de population dans l'espace peu dense et l'espace dense depuis le RP 1975

	Variation de la population par période intercensitaire (en %, taux de croissance annuel moyen (TCAM))				
	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Espace peu dense	+ 0,74	+ 0,59	+ 0,43	+ 0,98	+ 0,95
Grandes aires urbaines	+ 1,54	+ 1,21	+ 0,78	+ 1,33	+ 1,26
Communes les moins denses	+ 1,08	+ 0,97	+ 0,64	+ 1,38	+ 1,31
Communes les plus denses	+ 2,04	+ 1,43	+ 0,91	+ 1,28	+ 1,22
Petites et moyennes aires urbaines	+ 0,33	+ 0,01	+ 0,02	+ 0,29	+ 0,26
Communes les moins denses	+ 0,57	+ 0,30	+ 0,12	+ 0,55	+ 0,49
Communes les plus denses	+ 0,11	- 0,25	- 0,07	+ 0,04	+ 0,04
Autres communes multipolarisées	- 0,08	+ 0,07	+ 0,16	+ 0,86	+ 0,96
Communes les moins denses	- 0,45	- 0,12	+ 0,07	+ 0,74	+ 0,81
Communes les plus denses	+ 0,32	+ 0,27	+ 0,25	+ 0,98	+ 1,09
Communes isolées	- 0,47	- 0,43	- 0,21	+ 0,32	+ 0,25
Communes les moins denses	- 0,92	- 0,76	- 0,37	+ 0,26	+ 0,15
Communes les plus denses	+ 0,01	- 0,09	- 0,06	+ 0,38	+ 0,34
Espace dense	+ 0,33	+ 0,48	+ 0,34	+ 0,54	+ 0,32
Grandes aires urbaines	+ 0,39	+ 0,44	+ 0,39	+ 0,48	+ 0,25
Aire urbaine de Paris	+ 0,20	+ 0,63	+ 0,25	+ 0,72	+ 0,53
Petites et moyennes aires urbaines	+ 0,21	+ 0,11	+ 0,08	+ 0,36	+ 0,12
France métropolitaine	+ 0,46	+ 0,52	+ 0,37	+ 0,69	+ 0,54

Lecture : la population de l'espace peu dense a augmenté en moyenne de + 0,95 % par an entre les RP 2006 et 2011.

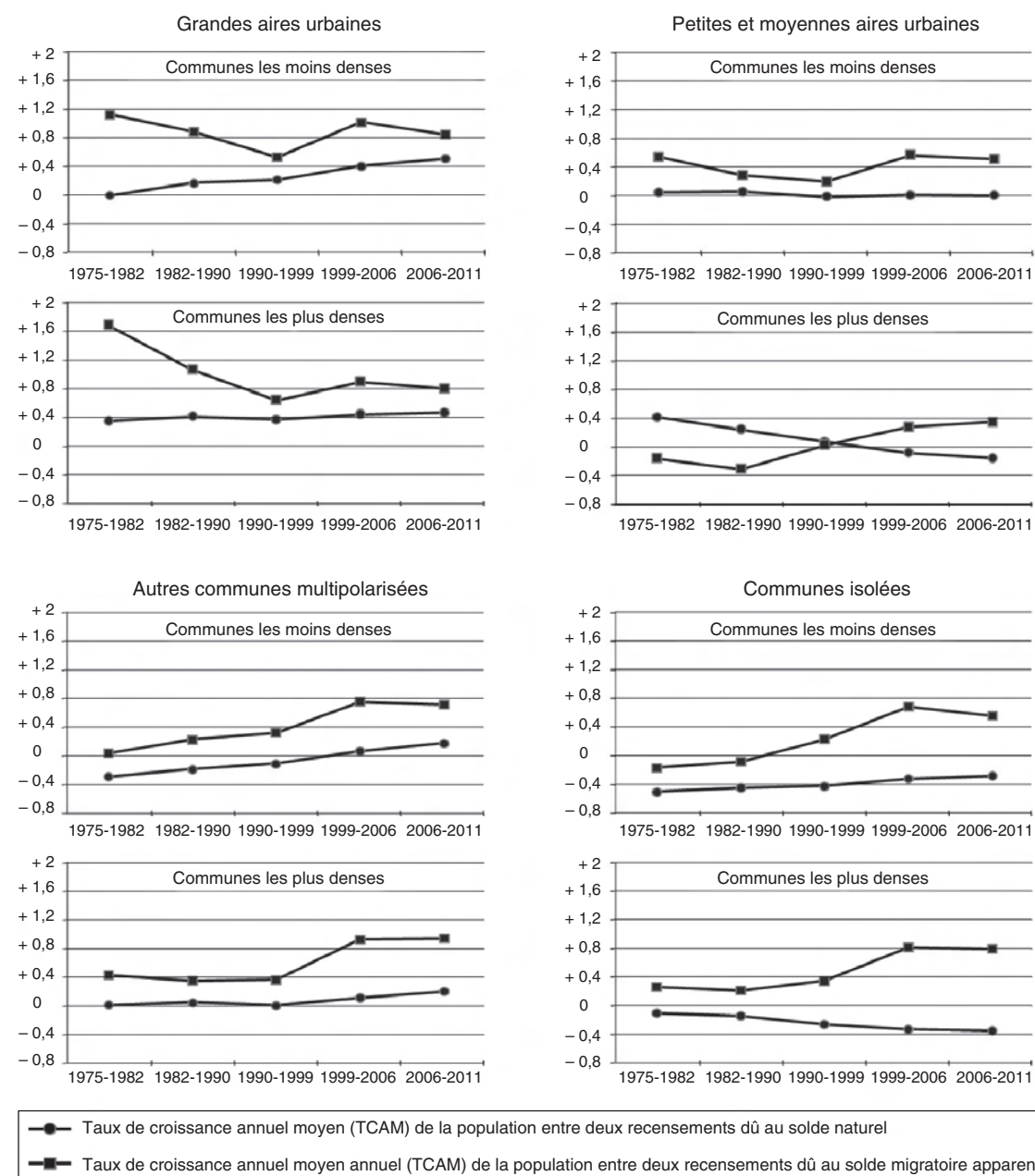
Champ : communes et populations résidentes de la France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999, 2006 et 2011 (exploitation principale).

révèle aussi certaines irrégularités d'évolution autour du recensement 1999 (cf. périodes intercensitaires 1990-1999 et 1999-2006). Guy Desplanques (2004, 2008) a montré à propos de ce recensement qu'une sous-estimation des échanges migratoires avec l'étranger, la réduction des doubles comptes – pour les étudiants, par rapport à la méthode du RP 1990 – et des omissions plus nombreuses lors de la collecte

des données avaient conduit à une sous-estimation de la population française métropolitaine de 480 000 personnes. L'analyse de séries de données issues du recensement sur le moyen terme s'en trouve de fait affectée, comme dans le cas présent pour le seul espace peu dense. En conséquence dans l'article, les niveaux des évolutions démographiques et migratoires enregistrés pour 1990-1999 sont plutôt sous-estimés,

Figure 1
Évolutions naturelles et migratoires dans l'espace peu dense depuis le RP 1975



Lecture : au sein de l'espace peu dense, la population des communes isolées les moins denses a diminué en moyenne de - 0,39 % par an du fait du solde naturel et augmenté de + 0,53 % du fait du solde migratoire entre les RP 2006 et 2011.
 Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10.000 habitants et plus) en France métropolitaine.
 Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999, 2006 et 2011 (exploitation principale).

et inversement pour la période intercensitaire 1999-2006 (cf. par exemple le tableau 2, ligne France métropolitaine).

Trajectoires démographiques dans l'espace peu dense et irrégularité des évolutions communales

Généralisation des croissances sur le moyen terme et tassement à la fin des années 2000 sont donc deux tendances majeures

à l'échelle des catégories de l'espace peu dense, mais qu'en est-il des communes qui composent chaque configuration spatiale ? En effet, au même titre qu'une moyenne ne donne seule aucune information sur la distribution des valeurs dont elle est un résumé statistique, l'analyse des évolutions successives pour telle ou telle catégorie dit peu de choses sur les trajectoires territoriales internes. Cette deuxième partie emprunte à l'analyse des données longitudinales (encadré 3) pour préciser la connaissance des évolutions démographiques générales, puis des évolutions naturelles et migratoires, au sein de l'espace peu dense.

Encadré 3

ÉTUDE LONGITUDINALE DES TRAJECTOIRES DES TERRITOIRES

Pour une analyse longitudinale des territoires à partir des données du recensement

Il existe deux dispositifs principaux d'enquête pour la production de données statistiques : les dispositifs transversaux et les dispositifs longitudinaux. Les premiers produisent une photographie d'un phénomène à un instant t , alors que les seconds consistent en des mesures répétées sur les mêmes individus, à travers des dispositifs d'intervention, panels ou rétrospectifs (Taris, 2000). En ce sens, les données produites par le recensement de la population ne sont pas de nature longitudinale au niveau des enquêtés – à l'exception notable des individus qui font partie de l'*Échantillon démographique permanent (EDP)* (Couet, 2006). Mais, en calculant des indicateurs de synthèse (sommés, moyennes, proportions, etc.) à l'échelle de territoires d'étude (Iris, communes, cantons, etc.), il devient aisé de suivre au cours du temps les trajectoires individuelles d'évolution. Ainsi, une exploitation résolument longitudinale des données du recensement de la population peut être appliquée, pour un territoire donné ou de manière comparative pour un ensemble de territoires.

Trois modes d'analyse et de visualisation des trajectoires des territoires

Les traitements présentés dans cette deuxième partie empruntent à l'étude exploratoire et à la représentation graphique des données longitudinales. Cette démarche rejoint, pour partie, les analyses réalisées régulièrement sur les trajectoires démographiques des territoires, comme par exemple dans le rapport de l'Insee *et al.* (2003) sur la « structuration de l'espace rural ». L'approche diverge tout de même puisqu'elle ne consiste pas ici à classer au préalable les trajectoires, de manière intuitive ou systématique, puis à examiner les caractéristiques de chaque classe. L'objectif est plutôt d'explorer la diversité individuelle des trajectoires au sein de catégories spatiales

prédéfinies, et de montrer *a posteriori* des régularités dans les temporalités des trajectoires.

Pour ce faire, je mobilise ici trois modes d'analyse et de représentation des données longitudinales. Le premier *en chronogramme* consiste à représenter, de manière indépendante, la distribution des individus répartis dans plusieurs modalités à chaque pas de temps de la période d'étude (figures II et III). Le deuxième *en tapis* – second mode classique de visualisation des données longitudinales (Robette, 2011) – consiste à superposer les trajectoires individuelles composées chacune d'états successifs (= *tapis individuel*), voire à emboîter les configurations de trajectoires identiques (= *tapis agrégé*; Gabadinho *et al.*, 2011b). Cette deuxième approche de l'analyse en tapis est utilisée dans l'article pour montrer les trajectoires démographiques les plus fréquentes (tableaux 3 et 4). Le troisième mode de visualisation utilisé est dit *en coulées* (figures II et III). Il relève aussi d'une analyse agrégée des trajectoires, puisqu'il s'agit de sommer – et de représenter à l'aide d'une variable visuelle de taille – leurs parties identiques par pas de temps successifs (Commenges *et al.*, 2014). Cette approche complémentaire des modes classiques *en chronogramme* et *en tapis* est notamment utile pour estimer la variabilité temporelle des trajectoires individuelles et les échanges entre dates ou périodes consécutives.

Outils pour l'analyse et la représentation des données longitudinales

Les traitements présentés dans la deuxième partie de l'article ont été réalisés avec le *package TraMineR* du logiciel libre R – qui fait aujourd'hui référence dans l'exploitation notamment graphique des données longitudinales (Gabadinho *et al.*, 2011a, 2011b) – et la plateforme en ligne SLIDER, d'analyse exploratoire des données longitudinales (Commenges *et al.*, 2014 ; url : <http://slider.parisgeo.cnrs.fr>).

Derrière une tendance majoritaire à la croissance, de fortes variabilités et des ruptures individuelles

Un premier enseignement de l'analyse longitudinale, appliquée à l'évolution générale du volume de population depuis 1975, est de mettre en évidence la forte irrégularité des trajectoires communales (figure II ; cf. visualisations en coulées). Les trois trajectoires les plus fréquentes pour chaque catégorie de l'espace peu dense représentent, par exemple, un maximum de 12,4 % des communes des grandes aires urbaines (tableau 3). Cette variabilité s'explique pour partie par les territoires analysés, c'est-à-dire des communes peu peuplées. Elle s'explique aussi par les facteurs de leur évolution démographique : le départ de quelques familles peut par exemple avoir une influence significative à la baisse, de même que la construction d'un lotissement ou d'un établissement collectif peut entraîner une forte croissance épisodique.

L'analyse des trajectoires communales confirme ensuite la tendance dominante à la croissance de la population au cours de la période récente. Entre 2006 et 2011, les communes qui ont enregistré de légères ou fortes croissances représentent au minimum 56 % des effectifs – pour les communes isolées – de chaque catégorie de l'espace peu dense (figure II ; cf. visualisations en chronogramme). Dans les petites/moyennes et les grandes aires urbaines, ainsi que dans les autres communes multipolarisées, les effectifs communaux en croissance sont respectivement de 62 %, 80 % et 72 %. Les trajectoires les plus fréquentes de ces trois catégories spatiales sont aussi composées intégralement de périodes inter-censitaires en légère ou forte croissance (tableau 3).

L'examen longitudinal des évolutions démographiques révèle enfin des ruptures individuelles dans le déroulement des trajectoires communales. Deux constatations principales :

- La première concerne les moindres croissances enregistrées entre 1990 et 1999, dans les petites/moyennes aires urbaines, les autres communes multipolarisées et, surtout, les grandes aires urbaines (figure II ; cf. visualisations en coulées). Première explication possible : les années 1990 auraient correspondu à une période de plus faible intensité de la périurbanisation. Autre explication : il y a là une conséquence de la sous-estimation de la population recensée en 1999, notamment pour les 5-19 ans

bien représentés dans les contextes périurbains (Desplanques, 2008).

- Un deuxième constat apporte des compléments d'explication à l'observation d'un tassement des croissances démographiques entre 2006 et 2011 (tableau 2). L'analyse des distributions statistiques met en évidence, *a minima*, un arrêt de la réduction des communes en forte ou légère décroissance dans les différentes catégories de l'espace peu dense. Ainsi, le tassement général résulte surtout de la non-amélioration, voire de la dégradation, de la situation démographique d'une partie minoritaire des communes de l'espace peu dense (figure II ; cf. visualisations en chronogramme).

Vers une situation dominante de reprise ou de revitalisation selon les catégories de l'espace peu dense

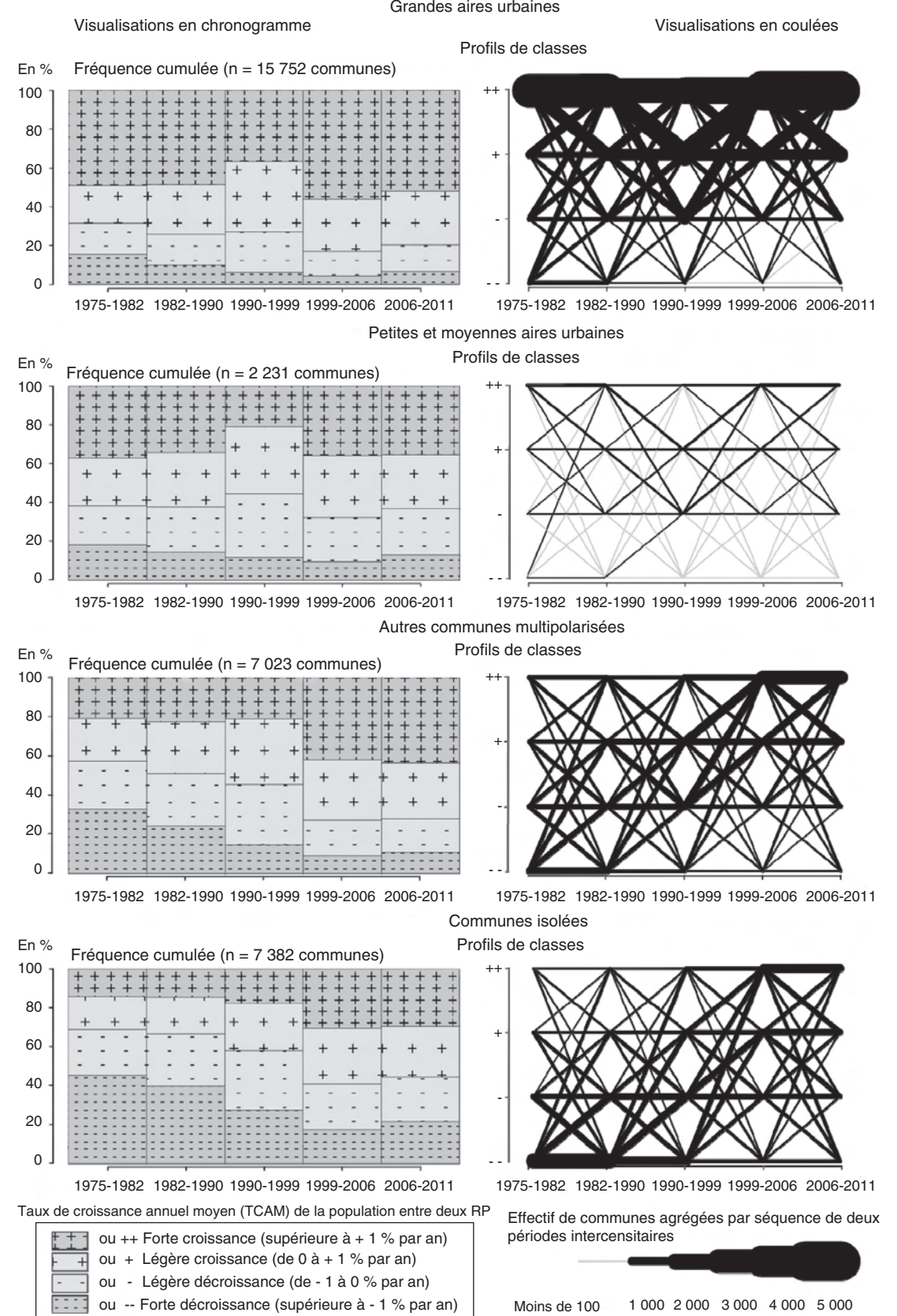
Si l'on analyse ensuite les trajectoires communales en fonction des évolutions naturelles et migratoires³, une moindre variabilité des tendances individuelles est déjà à souligner. Les trois trajectoires les plus fréquentes de chaque catégorie de l'espace peu dense représentent par exemple un minimum de 7,8 % des autres communes multipolarisées (tableau 4). Les visualisations en coulées et en chronogramme mettent également en évidence des tendances d'évolution plus régulières (figure III). Ainsi, les facteurs de l'évolution combinée des dynamiques naturelles et migratoires dans l'espace peu dense paraissent moins conjoncturels et moins dépendants de phénomènes épisodiques.

L'analyse longitudinale des évolutions naturelles et migratoires révèle ensuite deux tendances distinctes entre les grandes aires urbaines et les autres catégories de l'espace peu dense :

- La situation de « revitalisation » (soldes naturel et migratoire positifs) est dominante à la périphérie des principales métropoles. Elle concernait déjà 39 % des communes entre 1975 et 1982, puis elle a représenté un maximum de 58 % des effectifs entre 1999 et 2006 (figure III ; cf. visualisation en chronogramme).

3. À l'instar des analyses effectuées par Dedeire et al. (2011) et Hirczak et al. (2011), quatre modalités qualitatives sont ici définies pour rendre compte de la combinaison des évolutions naturelles et migratoires. Au cours d'une période inter-censitaire, chaque commune peut ainsi être en situation de « crise » (solde naturel et migratoire négatifs), d'« émigration » (solde naturel positif et solde migratoire négatif), de « reprise » (solde naturel négatif et solde migratoire positif) ou de « revitalisation » (soldes naturel et migratoire positifs).

Figure II
Trajectoires d'évolution démographique des communes de l'espace peu dense depuis le RP 1975



Lecture : 29 % des communes isolées ont enregistré des croissances moyennes de leur population supérieures à 1 % par an entre 2006 et 2011 (cf. chronogramme). Parmi elles, 945 communes avaient déjà enregistré des croissances de 1 % par an et plus entre 1999 et 2006 (cf. coulées).

Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10.000 habitants et plus) en France métropolitaine. Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999, 2006 et 2011 (exploitation principale).

Tableau 3
Trajectoires d'évolution démographique les plus fréquentes dans l'espace peu dense

	Tapis agrégé des trajectoires communales d'évolution démographique (Les trois principales trajectoires en % de communes par catégorie spatiale)						
	Rang	% de communes	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Espace peu dense	1	3,5	++	++	++	++	++
	2	2,2	++	++	+	++	++
	3	1,4	++	++	++	++	+
Grandes aires urbaines	1	6,3	++	++	++	++	++
	2	3,6	++	++	+	++	++
	3	2,5	++	++	++	++	+
Petites et moyennes aires urbaines	1	2,2	++	++	++	++	++
	2	2,0	++	++	+	++	++
	3	1,2	+	+	+	++	++
Autres communes multipolarisées	1	1,1	++	++	++	++	++
	2	1,0	++	++	+	++	++
	3	0,7	+	+	+	++	++
Communes isolées	1	0,8	--	--	--	-	--
	2	0,7	--	--	--	--	--
	3	0,7	--	--	--	+	+

Note : taux de croissance annuel moyen (TCAM) de la population entre deux recensements :

++ Forte croissance (supérieure à + 1 % par an) + Légère croissance (de 0 à + 1 % par an)
- Légère décroissance (de - 1 % à 0 par an) -- Forte décroissance (supérieure à - 1 % par an)

Lecture : 0,7 % des communes isolées ont enregistré des évolutions démographiques négatives supérieures à - 1 % par an pour toutes les périodes intercensitaires depuis celle de 1975-1982. Cette trajectoire est la deuxième plus fréquente pour les communes isolées.

Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.
Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999, 2006 et 2011 (exploitation principale).

Tableau 4
Trajectoires d'évolution naturelle et migratoire les plus fréquentes dans l'espace peu dense

	Tapis agrégé des trajectoires communales d'évolution naturelle et migratoire (Les trois principales trajectoires en % de communes par catégorie spatiale)						
	Rang	% de communes	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Espace peu dense	1	4,2	++	++	++	++	++
	2	3,9	- +	- +	- +	- +	- +
	3	2,4	- +	++	++	++	++
Grandes aires urbaines	1	7,8	++	++	++	++	++
	2	4,0	- +	++	++	++	++
	3	3,4	++	++	+ -	++	++
Petites et moyennes aires urbaines	1	5,1	- +	- +	- +	- +	- +
	2	2,0	- +	- +	- +	- +	++
	3	1,9	++	++	++	++	++
Autres communes multipolarisées	1	4,2	- +	- +	- +	- +	- +
	2	2,1	--	- +	- +	- +	- +
	3	1,5	- +	--	- +	- +	- +
Communes isolées	1	5,9	- +	- +	- +	- +	- +
	2	3,7	--	--	- +	- +	- +
	3	3,3	--	- +	- +	- +	- +

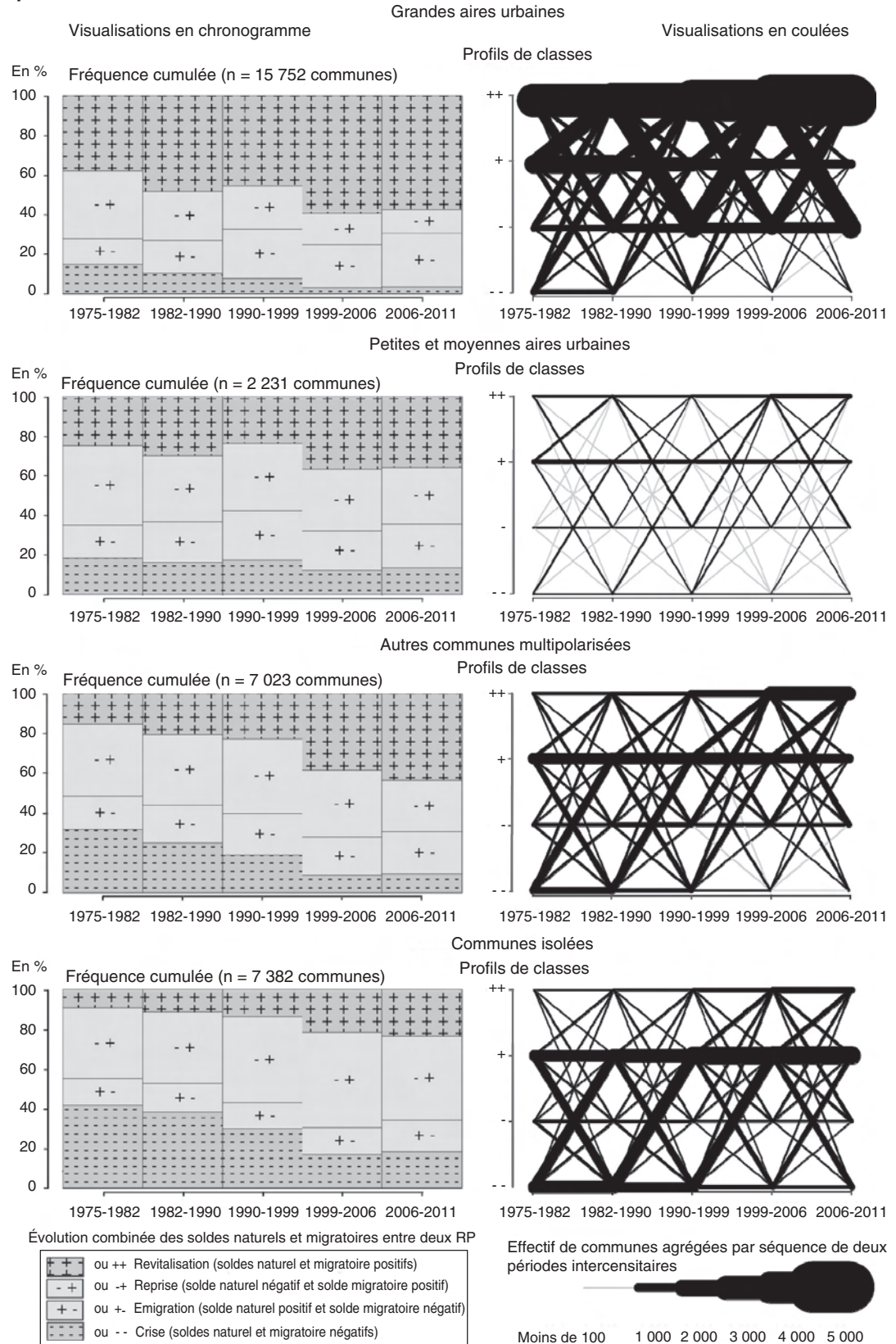
Note : évolution combinée des soldes naturels et migratoires entre deux recensements :

++ Revitalisation (soldes naturel et migratoire positifs) - + Reprise (solde naturel négatif et solde migratoire positif)
+ - Émigration (solde naturel positif et solde migratoire négatif) -- Crise (soldes naturel et migratoire négatifs)

Lecture : 5,9 % des communes isolées ont été en situation de « reprise » (solde naturel négatif et solde migratoire positif) durant toutes les périodes intercensitaires depuis celle de 1975-1982. Cette trajectoire est la plus fréquente pour les communes isolées.

Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.
Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999, 2006 et 2011 (exploitation principale).

Figure III
Trajectoires d'évolution naturelle et migratoire des communes de l'espace peu dense depuis le RP 1975



Lecture : 22 % des communes isolées étaient en situation de « revitalisation » (soldes naturel et migratoire positifs) sur la période intercensitaire 2006-2011 (cf. chronogramme). Parmi elles, 683 communes étaient déjà en situation de « revitalisation » entre 1999 et 2006 (cf. coulées).

Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10.000 habitants et plus) en France métropolitaine. Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999, 2006 et 2011 (exploitation principale).

Les deux trajectoires les plus fréquentes (11,8 % des communes) se composent aussi de périodes successives de revitalisation entre 1982 et 2011 (tableau 4). Néanmoins, notons également les déficits migratoires (passage de « revitalisation » à « émigration ») qui ont concerné 2 479 communes entre 1999-2006 et 2006-2011 (figure III ; cf. visualisation en coulées). On retrouve ainsi le signe d'une dynamique périurbaine à proximité des grandes aires urbaines qui reste alimentée par l'installation importante de nouveaux résidents, mais qui tend aussi à s'infléchir dans un nombre non négligeable et accru de communes.

- Les trois autres catégories de l'espace peu dense se distinguent par une tendance dominante moins prononcée, la situation de « reprise » (solde naturel négatif et solde migratoire positif) étant tout de même la plus représentée entre 1975 et 2011 (figure III). Dans les petites/moyennes aires urbaines et les autres communes multipolarisées, elle s'est accompagnée de tendances naturelles de plus en plus souvent positives à partir de 1999. Dans les communes isolées, la situation de reprise est devenue la plus représentée à partir de 1990, alors qu'auparavant les soldes migratoire négatifs étaient majoritaires (cf. situations de « crise » et d'« émigration »).

Hors des grandes aires urbaines, l'espace peu dense reste donc le plus souvent marqué par des déficits naturels significatifs (naissances insuffisantes

par rapport aux décès), mais qui sont en majorité compensés par des surplus migratoires.

Au sein de l'espace peu dense, l'analyse longitudinale des évolutions de population a surtout le mérite de mettre en évidence la variabilité des tendances individuelles qui se cachent derrière les croissances majoritaires. Elle révèle aussi les évolutions récentes plus négatives, démographiques et migratoires, d'un nombre minoritaire de communes qui ont contribué au tassement général des reprises à la fin des années 2000.

Qui contribue aux évolutions migratoires positives dans l'espace peu dense ?

Malgré certains tassements observés également à travers les trajectoires communales, les soldes migratoires positifs restent le principal moteur des croissances démographiques dans l'espace peu dense. Cette troisième partie a pour objectif d'analyser le profil des individus impliqués et leurs poids respectifs dans les dynamiques migratoires générales. L'analyse repose sur la comparaison de taux annuels de migration interne nette par catégorie de population – selon le sexe, l'âge et la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) – depuis les années 1980 (encadré 4).

Encadré 4

TAUX ANNUEL DE MIGRATION INTERNE NETTE D'UNE CATÉGORIE DE POPULATION

Qu'est-ce que le taux annuel de migration interne nette (TAMIN) ?

Pour « une zone géographique donnée, le TAMIN correspond au taux d'évolution de la population imputable aux mouvements migratoires entre cette zone et les autres du territoire national » (cf. définition insee.fr). Il repose sur le calcul préalable du solde migratoire interne (cf. encadré 1 : migrations au sein du territoire national et individus de 5 ans et plus), qui est ensuite annualisé en fonction de la durée de la période d'étude et mis en regard de la population moyenne de la zone géographique au cours de cette période. Dans l'article, les TAMIN sont exprimés en nombre moyen d'individus pour 1 000 habitants et ils sont calculés au niveau de chaque catégorie de l'espace peu dense (cf. exclusion des migrations entre communes d'une même catégorie). Cet indicateur permet surtout de

comparer le poids des dynamiques migratoires entre recensements, par-delà les changements successifs de mesure de la migration.

À titre indicatif, le tableau a présente les TAMIN calculés depuis 1982 pour l'ensemble des migrants dans les catégories de l'espace peu dense. Constatons qu'ils sont positifs dans toutes les catégories depuis le RP 1999 et qu'ils restent les plus élevés dans les grandes aires urbaines. Au RP 2008, soulignons aussi le poids inégal des échanges avec les unités urbaines de 10 000 habitants et plus. Dans les grandes aires urbaines, ils sont même supérieurs à la tendance générale et compensent des soldes négatifs avec le reste de l'espace peu dense. À l'inverse, les autres communes multipolarisées profitent le plus des échanges avec les autres catégories de l'espace peu dense. →

Encadré 4 (suite)

Tableau a
Évolution depuis 1982 du taux annuel de migration interne nette dans l'espace peu dense

	Taux annuel de migration interne nette (TAMIN) pour 1 000 habitants							
	RP 1982		RP 1990		RP 1999		RP 2008	
	dt urb*	dt urb*	dt urb*	dt urb*	dt urb*	dt urb*	dt urb*	
Grandes aires urbaines	+ 14,4	+ 14,3	+ 9,9	+ 9,8	+ 6,5	+ 6,8	+ 9,2	+ 10,1
Petites et moyennes aires urbaines	+ 0,9	+ 0,2	- 1,7	- 1,1	+ 0,0	- 0,3	+ 2,0	+ 1,8
Autres communes multipolarisées	+ 2,7	+ 2,8	+ 3,4	+ 2,5	+ 3,3	+ 2,6	+ 8,2	+ 5,4
Communes isolées	+ 0,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,2	+ 2,3	+ 2,4	+ 4,7	+ 4,1

* TAMIN calculés à partir des seules migrations entre chaque catégorie de l'espace peu dense et les unités urbaines de 10 000 habitants et plus.

Lecture : les communes isolées ont enregistré un taux annuel de migration interne nette de + 4,7 habitants pour 1 000 habitants au RP 2008. Il était de + 4,1 habitants pour 1 000 habitants pour les seuls échanges migratoires avec les unités urbaines de 10 000 habitants et plus.

Champ : populations de 5 ans et plus (au moment de leur recensement) et qui résident en France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 1982, 1990, 1999 et 2008 (exploitation complémentaire).

TAMIN pour des catégories de population spécifiques

En suivant une procédure de calcul analogue, on peut déterminer les TAMIN de catégories de population, pour ensuite les comparer de manière synchronique (entre catégories de population) ou diachronique (entre recensements pour une même catégorie). Seule la première étape diffère : elle consiste à calculer les soldes migratoires internes pour chaque catégorie que l'on veut étudier. En définitive, pour une variable donnée telle que le sexe, la somme des TAMIN des catégories qui la composent (hommes + femmes) est égale au TAMIN calculé pour l'ensemble des migrants (tableau a).

Précautions selon les variables sociodémographiques

Trois variables sont utilisées dans l'article pour analyser la composition des migrants : le sexe, l'âge et la profession et catégorie socioprofessionnelle. À la suite de travaux antérieurs (Détang-Dessendre *et al.*, 2002, 2008 ; Sencébé *et al.*, 2007 ; Pistre, 2011, 2012), il s'agit surtout d'évaluer les effets ségrégatifs et de cycle de vie inhérents aux migrations vers/au départ de l'espace peu dense. Si le sexe ne pose pas de

problème particulier, l'âge et la PCS demandent quelques précautions :

(1) L'âge des migrants est celui enregistré au moment du recensement. Il diffère donc très souvent de l'âge des individus au moment de la migration enregistrée dans le RP. Ainsi, un individu de 30 ans recensé en 2008 a pu changer de résidence entre 25 et 30 ans (*cf.* commune antérieure au 1^{er} janvier $n-5$ ans). Un même individu recensé en 1999 a pu migrer entre 21 et 30 ans (*cf.* commune antérieure au RP 1990). Le tableau b résume, pour les catégories utilisées dans l'article, les configurations possibles entre âges à la date du recensement et âges potentiels à la migration. De fait, en fonction du recensement, l'analyse des migrants selon leur âge ne porte pas exactement sur les mêmes profils de populations.

(2) La profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) est aussi celle en cours au moment du recensement. L'analyse porte donc exactement sur les employés ou les retraités à la date du RP, quelle qu'ait été leur PCS, d'une part, avant la migration enregistrée dans le recensement ou, d'autre part, après la migration mais avant recensement dans la nouvelle commune de résidence.

Tableau b
Catégories d'âge des migrants dans le recensement et âges potentiels à la date de la migration

		Catégories au moment du recensement						
		5-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60-74	75 et plus
Âges potentiels à la migration	RP 1982	0* à 19	13 à 29	23 à 39	33 à 49	43 à 59	53 à 74	68 et plus
	RP 1990	0* à 19	12 à 29	22 à 39	32 à 49	42 à 59	52 à 74	67 et plus
	RP 1999	0* à 19	11 à 29	21 à 39	31 à 49	41 à 59	51 à 74	66 et plus
	RP 2008	0* à 19	15 à 29	25 à 39	35 à 49	45 à 59	55 à 74	70 et plus

* L'individu peut avoir moins d'un an au moment de la migration mais il est forcément déjà né.

Pour le seul RP 2008⁴, elle consiste également en l'examen direct des volumes de migrants entrants et sortants.

En préambule, soulignons que les effectifs de migrants à destination et au départ de l'espace peu dense diffèrent fortement selon les catégories spatiales (tableau 5). Les grandes aires urbaines ont à elles seules enregistré l'arrivée de plus de 2 millions d'individus de 5 ans et plus au RP 2008, venus de France et d'autres catégories spatiales ; les départs ont été parallèlement d'1,5 millions de personnes. Dans le même temps, le reste de l'espace peu dense a comptabilisé à la fois beaucoup moins d'arrivées et de départs. Les soldes migratoires internes qui en résultent ont été + 132 480 individus pour les autres communes multipolarisées, + 68 763 pour les communes isolées et + 28 941 individus pour les petites et moyennes aires urbaines.

Surreprésentation des femmes en volume d'arrivées et des hommes en soldes migratoires

Le sexe des migrants met en évidence de premières différences de comportements. Au cours des années 2000, les femmes ont été plus nombreuses à s'installer dans l'espace peu dense, mais également à quitter leur ancienne catégorie de résidence de ce même espace. Les soldes migratoires internes les plus élevés ont été ainsi enregistrés pour les migrants hommes, en premier lieu dans les grandes aires urbaines (+ 288 214 individus de sexe masculin).

Pour autant, le sexe des individus apparaît peu discriminant pour différencier les comportements

4. Le RP 2008 est à ce jour le plus récent disponible pour examiner directement les migrations (encadré 1).

Tableau 5
Volumens des entrants et des sortants dans les catégories de l'espace peu dense au RP 2008

Caractéristiques des migrants à la date du RP		Volumens de migrants (en milliers et migrations intra-catégories exclues, RP 2008)											
		Grandes aires urbaines			Petites et moyennes aires urbaines			Autres communes multipolarisées			Communes isolées		
		ARR*	DEP*	SMi**	ARR*	DEP*	SMi**	ARR*	DEP*	SMi**	ARR*	DEP*	SMi**
Sexe	HOM	1 001	712	+ 289	242	230	+ 12	294	223	+ 71	213	177	+ 36
	FEM	1 024	756	+ 268	257	241	+ 16	302	240	+ 62	223	190	+ 33
Âge	5-19	427	336	+ 91	104	107	- 3	126	107	+ 19	82	85	- 3
	20-29	414	439	- 25	113	138	- 25	126	131	- 5	84	103	- 19
	30-39	584	258	+ 326	98	97	+ 1	143	84	+ 59	84	65	+ 19
	40-49	265	178	+ 87	60	54	+ 6	73	52	+ 21	55	41	+ 14
	50-59	169	115	+ 54	46	33	+ 13	61	34	+ 27	53	27	+ 27
	60-74	113	91	+ 22	47	25	+ 22	50	30	+ 20	54	26	+ 28
	75p	53	54	- 1	31	17	+ 14	19	27	- 8	24	20	+ 4
PCS en 8 postes	AGRI	7	5	+ 2	2	3	- 1	5	4	+ 1	5	3	+ 2
	ACCE	71	43	+ 28	17	14	+ 3	23	14	+ 9	19	11	+ 8
	CPIS	184	104	+ 80	26	25	+ 1	30	21	+ 9	21	17	+ 4
	PROI	385	231	+ 154	66	67	- 1	87	61	+ 26	54	48	+ 6
	EMPL	377	266	+ 111	88	90	- 2	104	82	+ 22	72	64	+ 8
	OUVR	294	207	+ 87	82	81	+ 1	109	81	+ 28	67	59	+ 8
	RETR	177	147	+ 30	81	43	+ 38	76	56	+ 20	84	46	+ 38
	AUTR	530	464	+ 66	138	148	- 10	162	145	+ 17	115	119	- 4
TOTAL	2 025	1 468	+ 557	500	471	+ 29	596	463	+ 133	436	367	+ 69	

Note : * ARR pour arrivées et DEP pour départs : individus qui ont changé de catégorie d'espace au cours des cinq dernières années avant recensement. ** SMi pour solde migratoire interne : différence entre les arrivées et les départs, hors migrants venus de l'étranger et migrants de moins de 5 ans.

Lecture : les communes isolées ont enregistré l'arrivée de 213 127 hommes (changement de commune de résidence par rapport à n-5 ans et venus d'une autre catégorie d'espace) au RP 2008. Dans le même temps, les départs ont été de 177 045 individus de sexe masculin, soit un solde migratoire interne pour les hommes de + 36 082 individus.

Champ : populations résidentes ou anciennement résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 2008 (exploitation complémentaire).

entre catégories spatiales et leurs évolutions. Le poids des migrants hommes ou femmes, au regard du volume général de la population, a par exemple été sensiblement équivalent depuis les années 1980 (figure IV). La comparaison révèle ici surtout une convergence générale de tendance, entre les catégories de l'espace peu dense, vers des dynamiques migratoires positives assez proches. Une exception tout de même, les territoires de densités supérieures des petites et moyennes aires urbaines apparaissent clairement les plus en difficulté sur le plan migratoire. On y retrouve une majorité de communes des pôles urbains des petites aires de moins de 5 000 emplois (86 %), comme Aubusson, Saint-Florentin ou Gien.

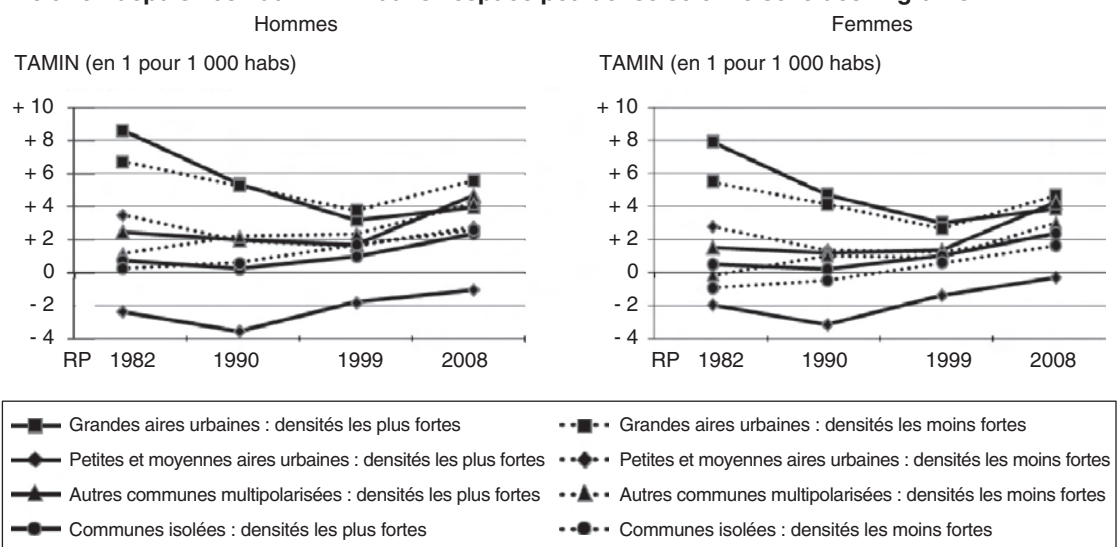
Forts effets de cycle de vie dans les choix migratoires entre catégories de l'espace peu dense

Les différences de comportements sont beaucoup plus marquées en fonction de l'âge des migrants. Premier constat, l'espace peu dense reste peu attractif pour les adolescents et les jeunes majeurs (20-29 ans au recensement, soit de 15 à 29 ans au moment de la migration recensée au RP 2008). Plus précisément, ils ont été nombreux à venir s'y installer mais encore plus à en partir (tableau 5). Seules

les zones les moins denses des grandes aires urbaines présentent une tendance très légèrement positive pour cette catégorie d'âge au RP 2008 (figure V) ; pour le reste de l'espace peu dense, les déficits migratoires ont tout de même été moins importants au cours des années 2000.

À partir des 30-39 ans, les soldes migratoires au sein de l'espace peu dense deviennent essentiellement positifs. Pour les actifs de début et de milieu de carrière (30 à 49 ans), ils le restent surtout dans les grandes aires urbaines et les autres communes multipolarisées, en volumes et en croissances relatives. À l'approche de la retraite (50-59 ans), les soldes migratoires internes deviennent plus significatifs dans les communes isolées et les autres communes multipolarisées les moins denses ; leur poids a d'ailleurs nettement progressé dans ces espaces depuis le RP 1999. Enfin, la période de retraite est marquée par des migrations majoritaires vers les parties les plus denses des catégories de l'espace peu dense, en premier lieu, des petites et moyennes aires urbaines mieux pourvues en services divers. L'âge avançant, les migrations se font aussi moins nombreuses et les installations peu fréquentes dans les zones les moins denses. Ces tendances de fin de vie sont d'ailleurs restées assez stables depuis 1982.

Figure IV
Évolution depuis 1982 du TAMIN dans l'espace peu dense selon le sexe des migrants



Le TAMIN des hommes était de + 5,5 individus pour 1 000 habitants, au RP 2008, dans l'espace peu dense des grandes aires urbaines et dans leurs communes les moins denses. Il était dans le même temps de + 4,8 individus de sexe féminin pour 1 000 habitants. Champ : populations résidentes ou anciennement résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.

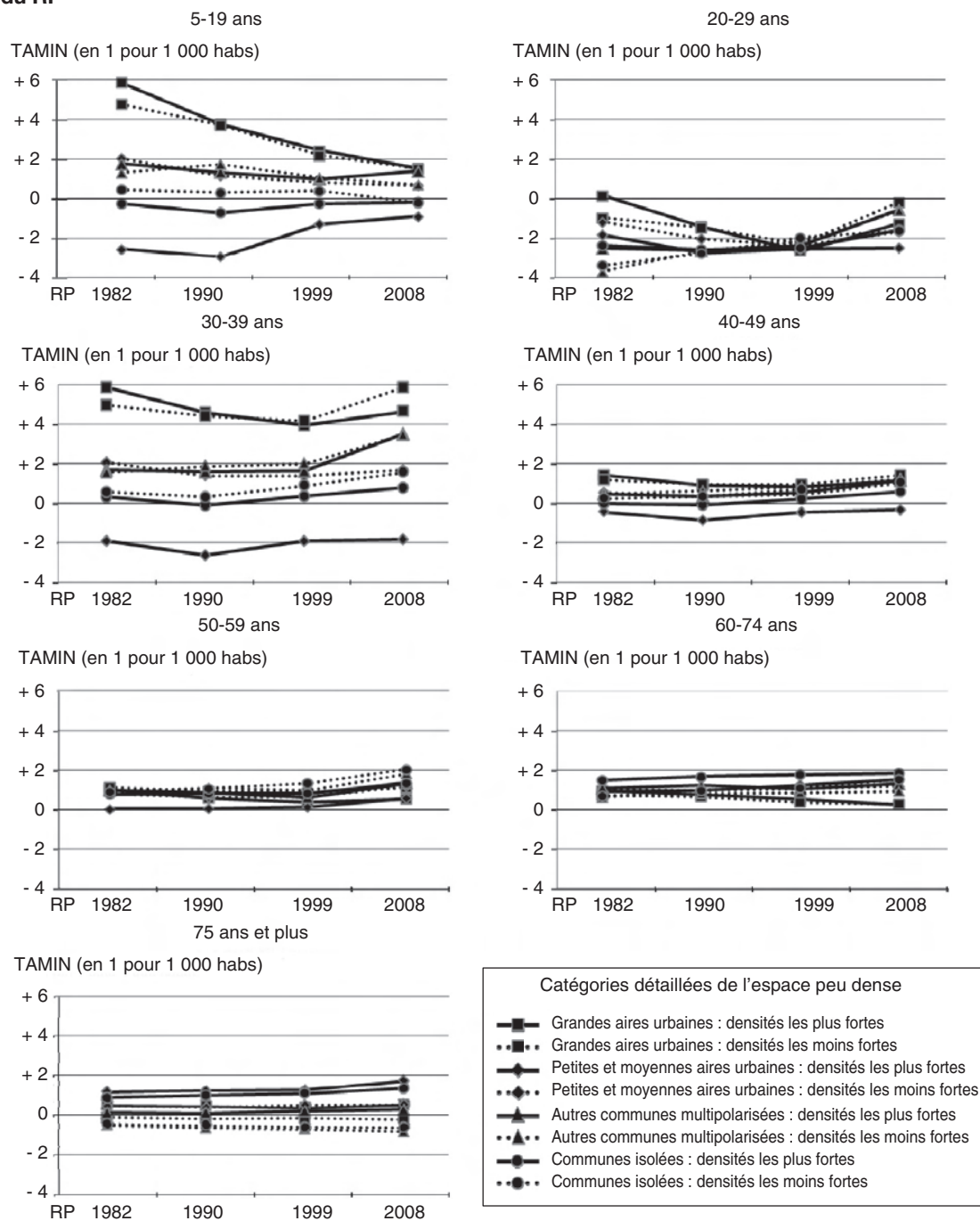
Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999 et 2008 (exploitation complémentaire).

Diversification du profil socioprofessionnel des nouveaux arrivants dans les espaces les moins denses

Si l'âge reste une variable fortement discriminante des comportements migratoires, il en est

de même pour le profil socioprofessionnel des individus. La distinction actifs/retraités marque une première différence importante en volumes de migrants : l'espace peu dense des grandes aires urbaines – et dans une moindre mesure des autres communes multipolarisées – est de

Figure V
Évolution depuis 1982 du TAMIN dans l'espace peu dense selon l'âge des migrants au moment du RP



Lecture : le TAMIN des 5-19 ans était de + 1,5 individus pour 1 000 habitants, au RP 2008, dans l'espace peu dense des grandes aires urbaines et dans leurs communes les plus denses. Il était dans le même temps de - 0,9 individus de 20-29 ans pour 1 000 habitants. Champ : populations résidentes ou anciennement résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999 et 2008 (exploitation complémentaire).

loin celui qui a enregistré le plus d'entrées, de sorties et de soldes migratoires positifs associés à des catégories d'actifs (tableau 5). Par ordre d'importance, on retrouve ici le rôle des professions intermédiaires, des employés, des ouvriers et des cadres (CPIS) dans le développement d'extensions périurbaines. Le poids des soldes migratoires positifs de ces quatre catégories de migrants actifs a par ailleurs sensiblement progressé, depuis 1999, à la périphérie principalement des grandes agglomérations.

Les soldes migratoires des retraités ont par contre été les plus élevés dans les petites et moyennes aires urbaines, ainsi que les communes isolées, et leur poids s'est notamment accru dans les parties les plus denses de ces catégories spatiales depuis les années 1980 (figure VI). Pour autant, les explications des dynamiques migratoires dans ces deux catégories spatiales divergent en termes socioprofessionnel. Dans l'espace peu dense des petites et moyennes aires urbaines, les faibles croissances migratoires ont été essentiellement liées au surplus de retraités, les échanges des catégories d'actifs étant légèrement négatifs ou positifs. Dans les communes isolées, les apports migratoires des retraités ont eu un rôle majeur, et ce depuis les années 1980. Mais ils se sont récemment accompagnés de soldes positifs pour une grande diversité d'actifs (de + 1 841 agriculteurs exploitants à + 8 521 ouvriers au *RP* 2008). Cette tendance à la diversification du profil des migrants actifs dans les espaces les moins denses a émergé au *RP* 1999. Elle s'est ensuite accentuée au cours des années 2000 avec la progression significative des soldes migratoires des professions intermédiaires, des employés, des ouvriers et, dans une moindre mesure, des CPIS et des artisans, commerçants, chefs d'entreprise.

En définitive, l'analyse des migrants dans l'espace peu dense confirme la poursuite de la dynamique de périurbanisation par extension, surtout en périphérie des grandes agglomérations, alimentée par des profils individuels bien connus (jeunes actifs, groupes socioprofessionnels moyens et supérieurs, etc.). Elle révèle aussi une stratification sociale accrue selon le degré de densité de ces espaces.

De plus, hors de la sphère métropolitaine directe, les petites et moyennes aires urbaines peinent à attirer des profils autres que retraités, alors que les communes isolées ont aussi enregistré l'installation au cours des années 2000 d'une diversité d'actifs en milieu et fin de carrière professionnelle.

Approfondissements de l'étude des dynamiques migratoires récentes à partir des *EAR*

L'analyse successive des évolutions de population agrégées, des trajectoires des communes et du profil des migrants, montre une accentuation des reprises démographiques dans l'espace peu dense jusqu'aux années 2000, puis un tassement à la fin de la décennie, par réduction des apports migratoires. L'indisponibilité de données directes de recensement sur les migrations plus récentes que celles du *RP* 2008 rend, pour le moment, difficile l'approfondissement de cette tendance au cours des années 2010. Il est par contre possible d'affiner l'analyse de la décennie 2000, en utilisant les enquêtes annuelles de recensement (*EAR*) de manière indépendante, pour les communes de moins de 10 000 habitants qui restent recensées exhaustivement tous les cinq ans (encadré 5).

Sur la période 2004-2010 – et jusqu'à 2013 pour le solde migratoire apparent (tableau 6), l'objectif n'est pas à proprement parler de développer une analyse annuelle des tendances migratoires, à l'instar des estimations par modélisation réalisées par Daniel Courgeau et Éva Lelièvre (2004). Il s'agit plus simplement d'examiner les variations sur cinq ans enregistrées par des échantillons de communes stables entre deux *EAR*, mais dont la collecte des données est décalée de un à cinq ans. Cet approfondissement permet en particulier de confirmer les croissances démographiques dans l'espace peu dense, et leur tassement récent, en mobilisant des données de recensement collectées selon une même méthode.

Réduction des croissances migratoires après la crise économique de 2008-2009

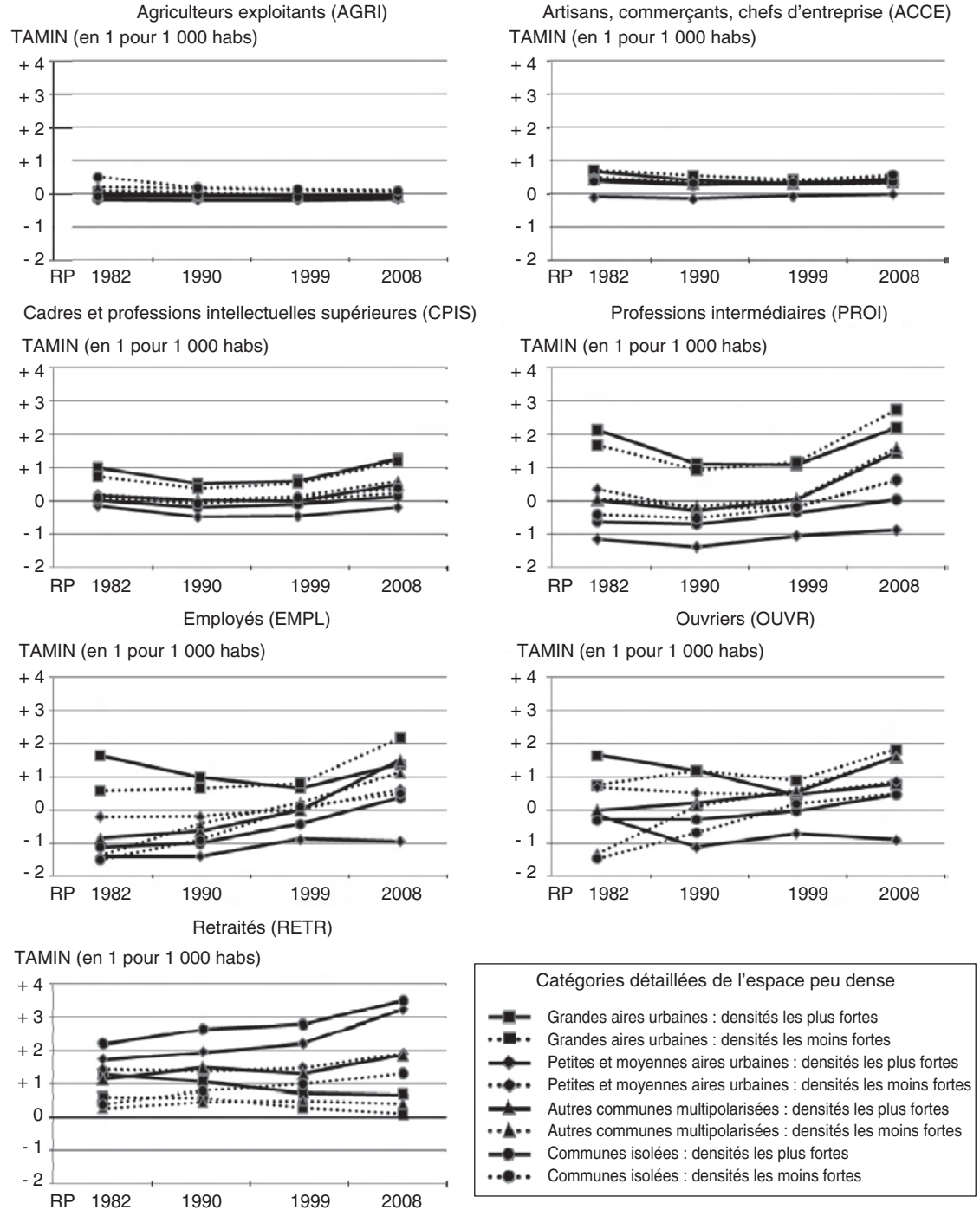
Première utilisation de la méthode pour l'évolution des indicateurs migratoires généraux selon les catégories de l'espace peu dense (TCAM dû au solde migratoire apparent : tableau 6 ; volume des migrants entrants⁵ : tableau 7). L'analyse par *EAR* et groupe de rotation confirme logiquement les taux de croissance

5. L'exploitation des *EAR* de manière autonome interdit le calcul de solde migratoire interne – et donc de *TAMIN* comme dans la partie précédente – puisque les sorties enregistrées dans chaque *EAR* ne le sont que pour les communes de moins de 10 000 habitants qui appartiennent au même groupe de rotation.

positifs observés précédemment, ainsi que leur ordre de grandeur (tableau 2). Mais surtout elle met en évidence une baisse assez régulière de l'intensité des croissances migratoires entre

2004 et 2013. Si le niveau des taux a continué de croître en début de la période (groupe de rotation 1 : EAR 2004 et 2009), l'intensité des croissances s'est ensuite réduite, et de plus en

Figure VI
Évolution depuis 1982 du TAMIN dans l'espace peu dense selon la PCS des migrants actifs ou retraités au moment du RP



Lecture : le TAMIN des employés était de + 2,2 individus pour 1 000 habitants, au RP 2008, dans l'espace peu dense des grandes aires urbaines et dans leurs communes les moins denses. Il était dans le même temps de + 2 individus ouvriers pour 1 000 habitants.

Champ : populations résidentes ou anciennement résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 1975, 1982, 1990, 1999 et 2008 (exploitation complémentaire).

plus, jusqu'au début des années 2010 (groupe de rotation 5 : *EAR* 2008 et 2013). En outre, la réduction de la croissance démographique due au solde migratoire a été la plus forte dans l'espace peu dense des grandes aires urbaines et des autres communes multipolarisées.

En volume de migrants entrants, les seules tendances disponibles pour la période 2004-2010

révèlent aussi une diminution dans le temps de la croissance du nombre de nouveaux résidents dans les différentes configurations de l'espace peu dense, à l'exception des communes isolées. Le jeu supplémentaire des sorties et des évolutions naturelles a par ailleurs conduit à une baisse de la part des migrants entrants dans l'ensemble de la population de l'espace peu dense des grandes aires urbaines, et inversement, pour

Encadré 5

EAR ET VARIATIONS QUINQUENNALES POUR LES COMMUNES DE MOINS DE 10 000 HABITANTS**Recensement général (RP) et enquêtes annuelles (EAR)**

Dans le dispositif de recensement mis en place à partir de 2004, les communes de moins de 10 000 habitants sont les seules à conserver un recensement exhaustif tous les cinq ans. Elles ont été réparties en cinq groupes de rotation composés de manière équilibrée à partir du RP 1999, afin d'assurer un

même effectif et une même structure démographique à chaque *EAR* (Insee, 2005). Sur le plan géographique, l'équilibre des groupes est assuré à l'échelle régionale. Ainsi, l'utilisation d'autres filtres spatiaux d'observation – dans le cas présent, en reversant les enquêtes annuelles dans une classification *ad hoc* des communes françaises – fait apparaître de légers déséquilibres dans la composition des *EAR* (tableau).

Tableau

Composition des EAR du RP 2006 en nombre de communes et en population de l'espace peu dense

	Nombre de communes (effectifs)						Population (effectifs en milliers)					
	EAR par groupe de rotation					Total (RP 2006)	EAR par groupe de rotation					Total (RP 2006)
	2004	2005	2006	2007	2008		2004	2005	2006	2007	2008	
Grandes aires urbaines	3 161	3 223	3 066	3 114	3 188	15 752	2 420	2 532	2 438	2 502	2 480	12 372
Petites et moyennes aires urbaines	437	429	449	450	466	2 231	583	508	574	572	567	2 804
Autres communes multipolarisées	1 412	1 425	1 401	1 412	1 373	7 023	651	650	659	637	641	3 238
Communes isolées	1 454	1 399	1 563	1 516	1 450	7 382	596	567	594	592	561	2 910
Total	6 464	6 476	6 479	6 492	6 477	32 388	4 250	4 257	4 265	4 303	4 249	21 324

Lecture : au RP 2006, les 7 382 communes (pour 2 910 000 habitants) qui composent les communes isolées en France métropolitaine ont été recensées entre 2004 (1 454 communes pour 596 000 habitants) et 2008 (1 450 communes pour 561 000 habitants). Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 2006 (exploitation principale).

Variations quinquennales par groupe de rotation à partir des EAR

Sauf à imaginer une ou plusieurs méthodes correctives de ces effets de composition des groupes (Madre *et al.*, 2015), l'utilisation des données brutes tirées des *EAR* est rendu difficile pour analyser l'évolution annuelle d'un indicateur donné. Néanmoins, il est possible d'utiliser les groupes de rotation de manière indépendante pour examiner les variations temporelles ; cette approche se justifie d'autant plus qu'ils sont composés d'échantillons stables de communes de moins de 10 000 habitants recensées de manière exhaustive.

La démarche consiste donc à analyser les variations quinquennales enregistrées par groupe de rotation : soit, de 2004-2009 pour le groupe 1 à 2008-2013 pour le groupe 5. De ce fait, le décalage temporel des périodes quinquennales d'étude donne des indications sur l'évolution de court terme du phénomène étudié. À l'exception des analyses menées à partir du solde migratoire apparent (*cf.* possibles pour les cinq groupes ; tableau 6), la disponibilité actuelle des seuls RP 2006 à 2008 impose de s'en tenir aux variations quinquennales enregistrées dans les groupes de rotation 1 et 2, pour l'examen des dynamiques migratoires récentes.

Tableau 6
Variations quinquennales dans l'espace peu dense du TCAM de la population dû au solde migratoire

	Groupes de rotation	Taux de croissance annuel moyen (TCAM) de la population dû au solde migratoire apparent par EAR (en %)										Variation quinquennale entre l'EAR 2 et l'EAR 1
		Par rapport au RP 1999					Par rapport à l'EAR 1					
		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
Grandes aires urbaines	Gr. 1	+ 0,86	/	/	/	/	+ 0,98	/	/	/	/	+ 0,12
	Gr. 2	/	+ 0,95	/	/	/	/	+ 0,85	/	/	/	- 0,10
	Gr. 3	/	/	+ 1,04	/	/	/	/	+ 0,80	/	/	- 0,24
	Gr. 4	/	/	/	+ 0,97	/	/	/	/	+ 0,75	/	- 0,22
	Gr. 5	/	/	/	/	+ 1,02	/	/	/	/	+ 0,73	- 0,29
Petites et moyennes aires urbaines	Gr. 1	+ 0,41	/	/	/	/	+ 0,67	/	/	/	/	+ 0,26
	Gr. 2	/	+ 0,51	/	/	/	/	+ 0,47	/	/	/	- 0,03
	Gr. 3	/	/	+ 0,39	/	/	/	/	+ 0,22	/	/	- 0,17
	Gr. 4	/	/	/	+ 0,25	/	/	/	/	+ 0,24	/	- 0,01
	Gr. 5	/	/	/	/	+ 0,46	/	/	/	/	+ 0,46	- 0,00
Autres communes multipolarisées	Gr. 1	+ 0,70	/	/	/	/	+ 1,09	/	/	/	/	+ 0,38
	Gr. 2	/	+ 0,80	/	/	/	/	+ 0,91	/	/	/	+ 0,11
	Gr. 3	/	/	+ 0,91	/	/	/	/	+ 0,83	/	/	- 0,08
	Gr. 4	/	/	/	+ 0,95	/	/	/	/	+ 0,68	/	- 0,27
	Gr. 5	/	/	/	/	+ 0,89	/	/	/	/	+ 0,64	- 0,24
Communes isolées	Gr. 1	+ 0,78	/	/	/	/	+ 0,78	/	/	/	/	+ 0,00
	Gr. 2	/	+ 0,77	/	/	/	/	+ 0,69	/	/	/	- 0,08
	Gr. 3	/	/	+ 0,70	/	/	/	/	+ 0,64	/	/	- 0,06
	Gr. 4	/	/	/	+ 0,75	/	/	/	/	+ 0,63	/	- 0,12
	Gr. 5	/	/	/	/	+ 0,74	/	/	/	/	+ 0,60	- 0,14

Lecture : les communes de l'espace peu dense des grandes aires urbaines et du groupe de rotation 1, recensées en 2004 et 2009, ont enregistré un TCAM de la population dû au solde migratoire apparent de + 0,86 % puis de + 0,98 %. La variation entre 2009 et 2004 est de + 0,12 points.

Champ : populations résidentes ou anciennement résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine.

Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2011 (exploitation principale).

Tableau 7
Variations quinquennales dans l'espace peu dense des volumes et des proportions de migrants entrants

	Groupes de rotation	Migrants entrants (âgés de 5 ans et plus et venus d'une autre catégorie spatiale en France n-5 ans) par EAR										Variation quinquennale entre l'EAR 2 et l'EAR 1	
		2004		2005		...	2009		2010		Vol.	Pts	
		Vol.	%*	Vol.	%*	...	Vol.	%*	Vol.	%*			
Grandes aires urbaines	Gr. 1	379 615	17,4	/	/	...	396 902	17,1	/	/	+ 17 287	- 0,3	
	Gr. 2	/	/	396 542	17,3	...	/	/	405 754	16,7	+ 9 212	- 0,6	
Petites et moyennes aires urbaines	Gr. 1	96 168	18,7	/	/	...	102 029	19,3	/	/	+ 5 861	+ 0,6	
	Gr. 2	/	/	82 870	18,1	...	/	/	86 472	18,5	+ 3 602	+ 0,4	
Autres communes multipolarisées	Gr. 1	107 084	18,2	/	/	...	118 848	19,2	/	/	+ 11 764	+ 1,0	
	Gr. 2	/	/	110 559	18,7	...	/	/	121 097	19,5	+ 10 538	+ 0,8	
Communes isolées	Gr. 1	83 502	15,5	/	/	...	84 883	15,6	/	/	+ 1 381	+ 0,6	
	Gr. 2	/	/	77 856	15,2	...	/	/	80 688	15,5	+ 2 832	+ 0,3	

Note : * Pourcentage des migrants entrants par rapport à l'ensemble de la population de chaque catégorie d'espace à chaque EAR.

Lecture : les communes de l'espace peu dense des grandes aires urbaines et du groupe de rotation 1, recensées en 2004 et 2009, ont enregistré l'installation de 379 615 puis 396 902 individus, de 5 ans et plus et venus d'une autre catégorie d'espace en France. Ils représentaient 17,4 % et 17,1 % de la population des résidents en 2004 et 2009. La variation quinquennale du nombre des migrants entrants a été de + 17 287 individus.

Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine. Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2008 (exploitation complémentaire).

les autres catégories d'espace. Au final, la temporalité des évolutions des TCAM dû au solde migratoire, ainsi que des migrants entrants, laisse à penser que la réduction des croissances migratoires observée dans l'espace peu dense pourrait être une conséquence de la crise économique de 2008-2009.

Inflexion migratoire chez les actifs et les groupes socioprofessionnels moyens et supérieurs après 2009

Quels ont été les profils de migrants les plus impliqués dans ce tassement migratoire, selon les catégories de l'espace peu dense ? La comparaison des variations quinquennales des volumes de migrants entrants, pour les seuls groupes de rotation 1 et 2 disponibles, apporte quelques éléments de réponse partiels (figures VII et VIII). Dans les grandes aires urbaines, les 30-39 ans et leurs enfants (5-19 ans au moment du recensement) donnent à voir les plus fortes inflexions de croissance, alors qu'au contraire les 20-29 ans ont été de plus en plus nombreux parmi les migrants entrants. En termes socioprofessionnel, le tassement le plus significatif a concerné les CPIS et les professions intermédiaires.

Dans les petites et moyennes aires urbaines, ce sont aussi les 30-39 ans, les cadres et les professions intermédiaires qui ont enregistré des évolutions quinquennales négatives, à minima pour les communes recensées en 2005 et 2010 ; dans les autres communes multipolarisées, il s'agit des 50-59 ans et des CPIS, dans les communes isolées, des 30-39 ans, des 50-59 ans et des professions intermédiaires. Selon les configurations de l'espace peu dense, ces approfondissements sur le profil des migrants entrants tendent ainsi à montrer que les actifs – en début, milieu ou fin de carrière – et/ou les groupes socioprofessionnels moyens et supérieurs – des métiers des services – ont vu leurs pratiques migratoires à destination de l'espace peu dense le plus se tasser : par une répercussion supérieure des effets de la crise économique ? Par un nouvel attrait d'autres espaces (ex : villes-centres) ? Seule l'exploitation des prochaines données migratoires du recensement disponibles en 2016 (*RP 2013*) permettra de le dire et de confirmer les tendances qui ont émergé après 2008-2009.

* *
*

Perspectives autour du recensement, de l'espace peu dense et des migrations : vers un suivi annuel

Plus que pour d'autres catégories spatiales, le recensement reste la source de référence pour l'analyse des territoires les moins denses. Leur faible peuplement implique une moindre représentativité statistique dès lors que l'analyse repose sur des données autres qu'exhaustives. Or, les communes de moins de 10 000 habitants sont les seules à avoir conservé un recensement intégral dans le dispositif annuel de collecte mis en place à partir de 2004. Les analyses portant sur ce champ spatial bénéficient dès lors des avantages généraux de la nouvelle méthode (diffusion de données tous les ans, tendances comparables sur une période de seulement cinq ans, etc.). Mais l'exhaustivité de la recension assure aussi une fiabilité des données jusqu'à des échelles fines – pour l'exploitation principale, plus de prudence étant nécessaire pour l'utilisation locale de l'exploitation complémentaire – et elle offre l'opportunité d'innovations méthodologiques au travers notamment de l'exploitation des *EAR*.

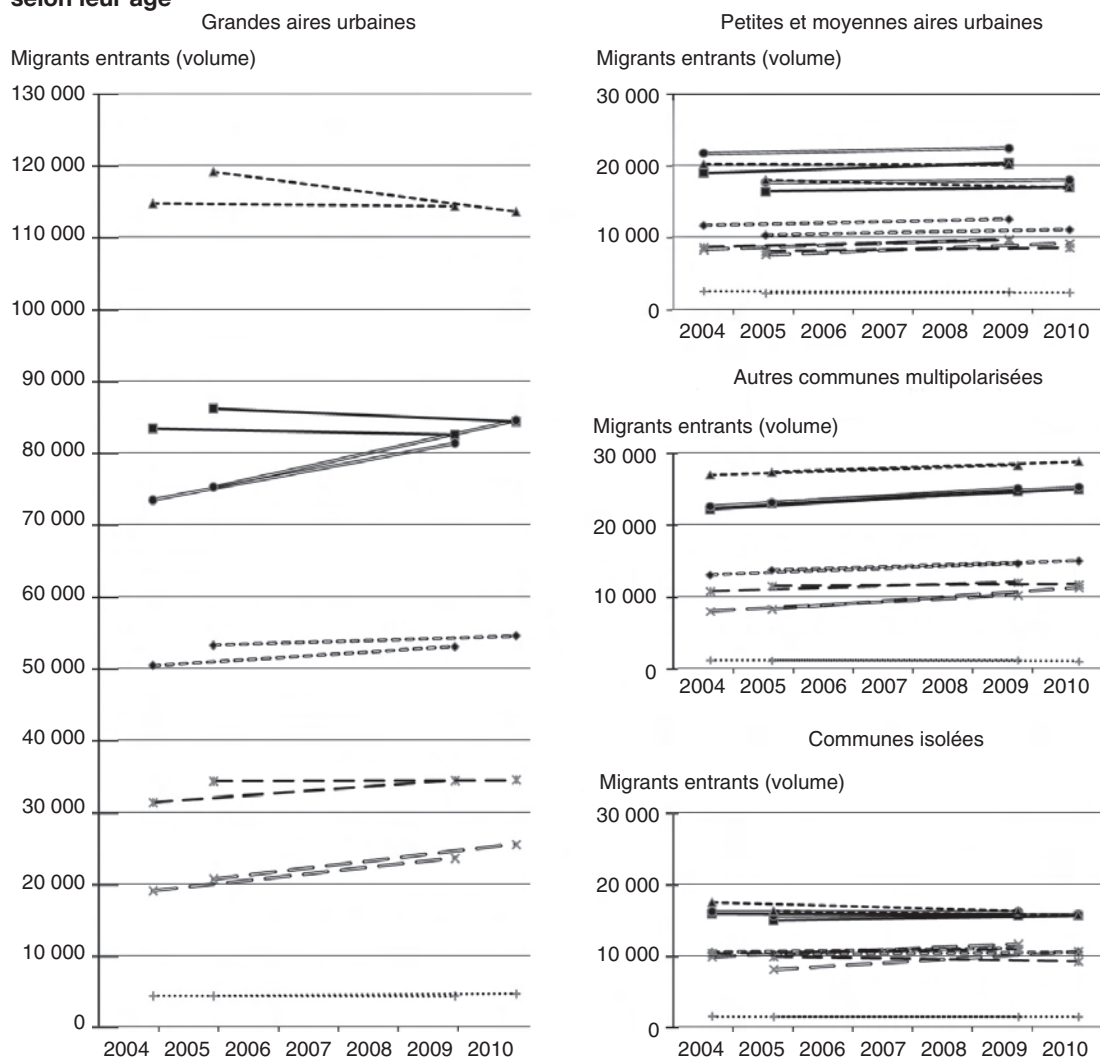
Pour les dynamiques démographiques et migratoires, cette opportunité apparaît d'autant plus pertinente que la tendance à des croissances de population portées par des apports migratoires s'est poursuivie jusqu'aux années 2000, puis s'est tassée à la fin de la décennie. L'enjeu est ici d'avoir un dispositif d'analyse qui rétrospectivement permette, par exemple, de montrer que l'inflexion s'est produite de manière assez simultanée dans les catégories de l'espace peu dense après 2008-2009 – par des tendances migratoires moins favorables (tassement général, dégradation plus significative pour certains territoires) – et qu'elle s'est confirmée depuis. Mais l'enjeu à l'avenir est surtout de pouvoir suivre au plus près l'évolution des reprises démographiques dans l'espace peu dense, dont la fragilité du phénomène s'est récemment renforcée dans les communes isolées et dans les petites et moyennes aires urbaines.

Côté migrations résidentielles, la mise à disposition à partir de l'automne 2016 de données de recensement ayant pour point de référence le 1^{er} janvier n-1 permettra déjà de se tourner vers une « approche annuelle au niveau des

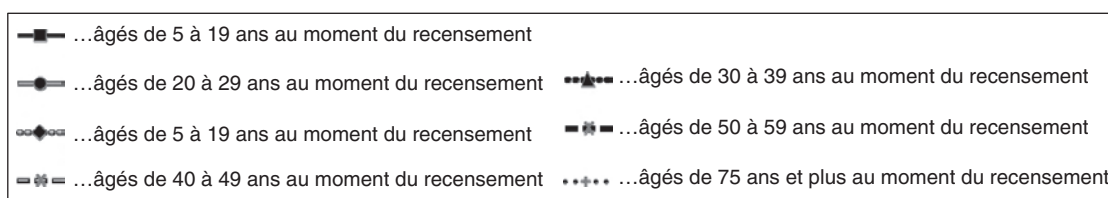
individus migrants ». Concernant les territoires d'observation, le développement de l'analyse des variations quinquennales entre *EAR* et du suivi longitudinal des territoires par groupe

de rotation peut aussi être un moyen de se rapprocher indirectement d'une exploitation annuelle des données de recensement dans l'espace peu dense. Une autre perspective plus

Figure VII
Variations quinquennales dans l'espace peu dense des volumes de migrants entrants selon leur âge



Volumes de migrants entrants (âgés de 5 ans et plus et venus d'une autre catégorie spatiale en France n-5 ans) par groupe de rotation (n° 1 et n° 2)

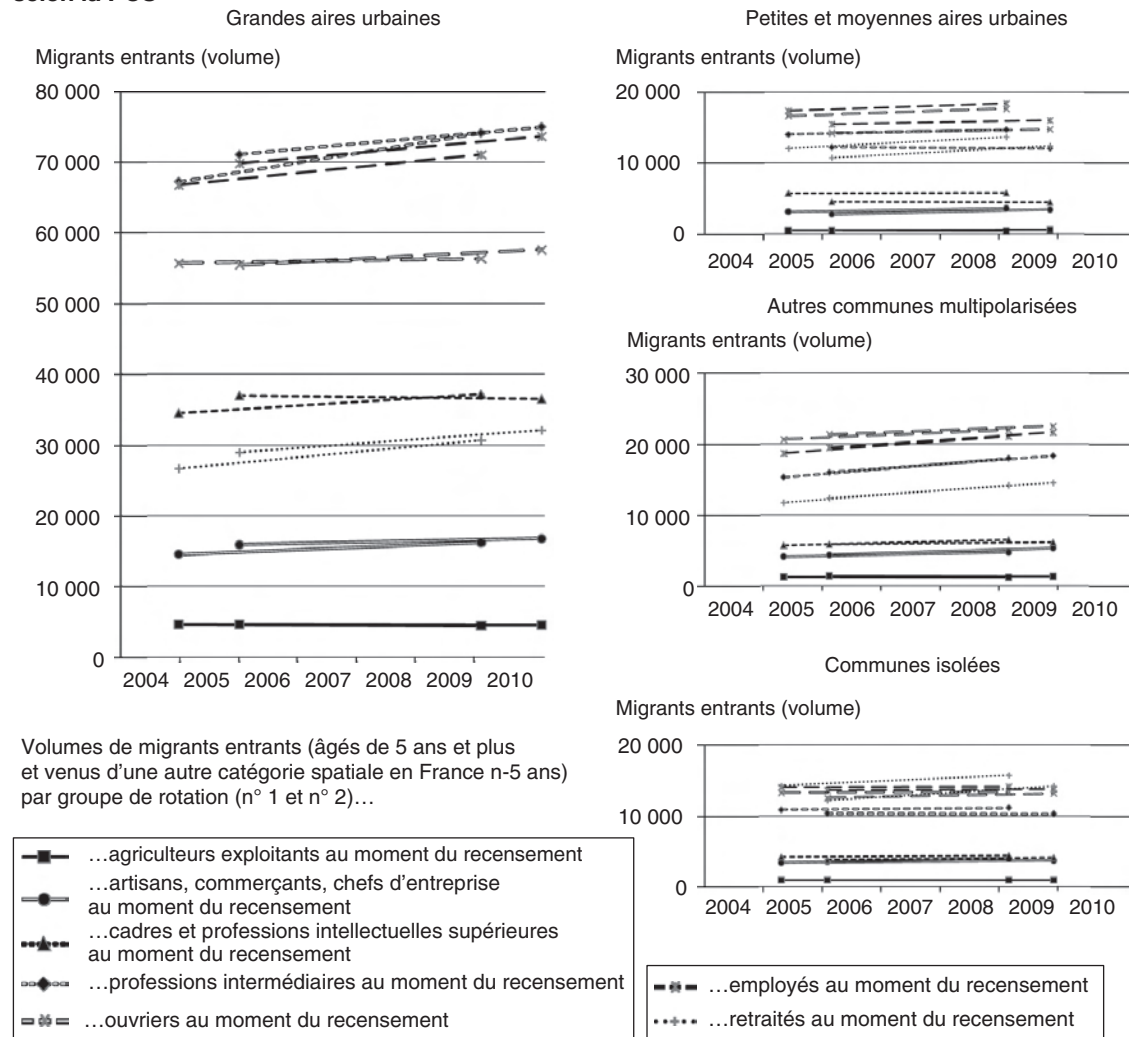


Lecture : les communes de l'espace peu dense des grandes aires urbaines, des groupes de rotation 1 et 2, recensées en 2004-2009 et 2005-2010, ont enregistré l'installation de 116 412 et 115 587 individus de 30 à 39 ans au moment de leur recensement, respectivement en 2009 et 2010. La variation quinquennale du volume de ces migrants entrants a été de - 373 individus pour le groupe 1 et - 5 820 pour le groupe 2.

Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine et ayant changé de résidence au cours des 5 ans avant recensement.

Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2008 (exploitation complémentaire).

Figure VIII
Variations quinquennales dans l'espace peu dense des volumes de migrants entrants selon la PCS



Volumes de migrants entrants (âgés de 5 ans et plus et venus d'une autre catégorie spatiale en France n-5 ans) par groupe de rotation (n° 1 et n° 2)...

Lecture : les communes de l'espace peu dense des grandes aires urbaines, des groupes de rotation 1 et 2, recensées en 2004-2009 et 2005-2010, ont enregistré l'installation de 74 890 et 77 762 actifs employés au moment de leur recensement, respectivement en 2009 et 2010. La variation quinquennale du volume de ces migrants entrants a été de + 4 768 individus pour le groupe 1 et + 4 236 pour le groupe 2.

Champ : populations résidentes de l'espace peu dense (hors des unités urbaines de 10 000 habitants et plus) en France métropolitaine et ayant changé de résidence au cours des 5 ans avant recensement.

Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2008 (exploitation complémentaire).

générale renvoie à l'utilisation d'autres sources de données exhaustives, à commencer par les données fiscales sur lesquelles l'Insee s'est

penché récemment comme un moyen alternatif d'analyse des migrations résidentielles (Loonis *et al.*, 2015). □

BIBLIOGRAPHIE

Aliaga C., Eusebio P. et Levy D. (2015), « Une nouvelle approche sur les espaces à faible et forte densité » dans Insee, *La France et ses territoires* (édition 2015), pp. 13-22.

Aubert F., Berriet-Sollic M., Lépicié D. et Schaeffer Y. (2005), *Appui méthodologique à l'évaluation du développement des zones rurales. Fascicule 1 : diagnostic des espaces ruraux*,

Rapport pour le Ministère de l'agriculture et de la pêche, 112 p.

Aubert F., Lépicier D. et Schaeffer Y. (2006), « Diagnostic des espaces ruraux français : proposition de méthode sur données communales et résultats à l'échelle du territoire national », *Notes et études économiques*, n° 26, pp. 7-34.

Baccaïni B. (2001), « Première approche de l'étude des migrations avec le recensement rénové », *Journal de la Société française de statistique*, n° 3, pp. 31-39.

Baccaïni B. (2006), « Observations et concepts en matière de migrations internes » dans Caselli G., Vallin J., Wunsch G. (dir.), *Démographie : analyse et synthèse – VIII Observation, méthodes auxiliaires, enseignement et histoire de la discipline*, Ed. de l'Ined, pp. 65-88.

Baccaïni B. et Sémécurbe F. (2009), « La croissance périurbaine depuis 45 ans : extension et densification », *Insee Première*, n° 1240, juin.

Bergouignan C. (2009), « L'impact des migrations sur les compositions par âge des populations locales : typologie cantonale pour une analyse rétrospective et prospective », *Espace, populations, sociétés*, n° 1, pp. 45-65.

Bessy-Pietri P., Hilal M. et Schmitt B. (2001), « Des évolutions démographiques rurales contrastées liées à la proximité et aux dynamiques urbaines : le cas de la France », *Espace, populations, sociétés*, n° 1-2, pp. 19-36.

Bontron J.-C. (1993), « La reprise démographique confirmée » dans Kayser (dir.), *Naissance de nouvelles campagnes*, Ed. de l'aube/Datar, La Tour d'Aigues, pp. 23-36.

Brutel C. et Levy D. (2011), « Le nouveau zonage en aires urbaines. 95 % de la population vit sous influence urbaine », *Insee Première*, n° 1374, octobre.

Chapuis R., avec la collaboration de Brossard T. (1986), *Les ruraux français*, Masson, Paris, 240 p.

Chevalier P., Dedeire M., Ghiotti S., Hirczak M. et Razafimahefa L. (2010), « L'espace rural euro-méditerranéen : approches méthodologique et typologique », *Cahiers de géographie du Québec*, n° 152, pp. 291-312.

Cognard F. (2001), « Reprise démographique et nouvelles populations dans les moyennes mon-

tagnes françaises », *Espace, populations, sociétés*, n° 1-2, pp. 53-68.

Commenges H., Pistre P. et Cura R. (2014), « SLIDER: Software for Longitudinal Data Exploration with R », *Cybergeo, European journal of geography*, Article 693, <http://cybergeo.revues.org/26530>.

Couet Ch. (2006), « L'échantillon démographique permanent de l'Insee », *Courrier des Statistiques*, n° 117-119, pp. 5-14.

Courgeau D. et Lelièvre E. (2004), « Estimation des migrations internes de la période 1990-1999 et comparaison avec celles des périodes antérieures », *Population*, vol. 59, n° 5, pp. 797-803.

Davezies L. (2010), *La crise et nos territoires : premiers impacts*, Rapport pour l'AdCF et la CDC, Paris, 96 p.

Dedeire M., Razafimahefa L., Chevalier P. et Hirczak M. (2011), « Dynamiques des espaces ruraux en France : vers un modèle des trajectoires démographiques ? », *Espace, populations, sociétés*, n° 3, pp. 521-537.

Desplanques G. (2004), « Analyse des écarts entre les résultats du recensement de 1990 et les estimations fondées sur le recensement de 1990 », *Document de travail Insee*, n° F0403. Téléchargeable sur : http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/docs_doc_travail/f0403.pdf.

Desplanques G. (2008), « Avantages et incertitudes des enquêtes annuelles de recensement », *Population*, vol. 63, n° 3, pp. 477-502.

Détang-Dessendre C., Piguet V., Schmitt B. (2002), « Les déterminants microéconomiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population*, vol. 57, n° 1, pp. 35-62.

Détang-Dessendre C., Goeffette-Nagot F., Piguet V. (2008), « Life cycle and migration to urban and rural areas: estimation of a mixed logit model on French data », *Journal of Regional Science*, vol. 48, n° 4, pp. 789-824.

Eurostat (2012), « Chapter 14. Focus on territorial typologies », dans *Eurostat regional yearbook 2012*, pp. 194-2011. Téléchargeable sur : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/degree-of-urbanisation/publications>.

- Gabadinho A., Ritschard G., Müller N. S. et Studer M. (2011a)**, « Analyzing and visualizing state sequences in R with TraMineR », *Journal of Statistical Software*, vol. 40, n° 4, pp. 1-37.
- Gabadinho A., Ritschard G., Studer M. et Müller N. S. (2011b)**, *Mining sequence data in R with the TraMineR package: A user's guide*, Université de Genève, 128 p.
- Hilal M., Barczak A., Tourneux F.-P., Schaeffer Y., Houdart M. et Cremer-Schulte D. (2012)**, *Typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques*, Travaux en ligne n° 12, Datar, Paris, 80 p.
- Hirczak M., Chevalier P., Dedeire M. et Razafimahefa L. (2011)**, « Dynamiques rurales et trajectoires démographiques : comparaison France, Italie, Espagne », *L'Information géographique*, vol. 75, n° 2, pp. 68-87.
- Hubert J.-P., Delisle F. et Minster C. (2012)**, *La mobilité dans les espaces peu denses à partir des enquêtes nationales transport*, Rapport pour le CERTU, Paris, 53 p.
- Hubert J.-P., Pistre P. et Madre J.-L. (2016)**, « L'utilisation de l'automobile plafonne dans les territoires peu denses, malgré l'éloignement croissant entre domiciles et lieux de travail. Analyse croisée par les enquêtes sur la mobilité et les données annualisées du recensement de la population », *Économie et Statistique*, n° 483-484-485, dans ce numéro).
- Insee avec la collaboration de l'Ifen, l'Inra, le Scees (2003)**, *Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie*, Rapport pour la Datar, Paris, 114 p.
- Insee (2005)**, « Chapitre B - Le nouveau mode de recensement – Élaboration à travers les tests », dans Godinot A. (dir.), *Pour comprendre le recensement de la population*, Insee Méthodes, Hors série, 63 p.
- Insee (2009)**, *Recensement de la population : les migrations résidentielles*, Fiche conseil thématique, 5 p.
- Kayser B. (1990)**, *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes occidentales*, Armand Colin, Paris, 316 p.
- Laganier J. et Vienne D. (2009)**, « Recensement de la population de 2006. La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes », *Insee Première*, n° 1218, janvier.
- Loonis V. et Maugendre E. (2015)**, « Migrations résidentielles et distance de migration », *Actes des Journées de Méthodologie Statistique*, 31 mars-2 avril, téléchargeable sur : http://jms.insee.fr/files/documents/2015/S18_4_PRESENTATION_V1_LOONIS_JMS2015.PDF/.
- Madre J.-L., Hubert J.-P. et Pistre P. (2015)**, « Peut-on tirer des informations conjoncturelles du recensement rénové de la population à partir des EAR ? L'exemple de la motorisation des ménages et des mobilités domicile-travail dans les commune de moins de 10.000 habitants », *Actes des Journées de Méthodologie Statistique*, 31 mars-2 avril, 17 p, téléchargeable sur : http://jms.insee.fr/files/documents/2015/S18_3_ACTE_V2_MADRE_JMS2015.PDF.
- Morel B. et Redor P. (2006)**, « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005. La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes », *Insee Première*, n° 1058, janvier.
- OCDE (2010)**, *OECD Regional Typology*, 47 p, téléchargeable sur : <http://www.oecd.org/governance/regional-policy/42392595.pdf>.
- Pan Ké Shon J.-L. (2007)**, « Le recensement rénové français et l'étude des mobilités », *Population*, vol. 62, n° 1, pp. 123-141.
- Pistre P. (2011)**, « Migrations résidentielles et renouvellements démographiques des campagnes françaises métropolitaines », *Espace, populations, sociétés*, n° 3, pp. 539-555.
- Pistre P. (2012)**, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris Diderot, 407 p, téléchargeable sur : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00764869/>.
- Pistre P. (2016)**, « Géographies des groupes socioprofessionnels retraités en France métropolitaine : structures spatiales, migrations et trajectoires résidentielles », *Cahiers de démographie locale* (accepté, à paraître).
- Robette N. (2011)**, *Explorer et décrire les parcours de vie : les typologies de trajectoires*, CEPEP, Paris, 86 p.
- Rosental P.-A. (1994)**, « L'exode rural. Mise à l'épreuve d'un modèle », *Politix*, n° 25, pp. 59-72.

Sencébé Y., Lépicié D. (2007), « Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale », *EspaceTemps.net*, téléchargeable sur : <http://www.espacestems.net/document2270.html>.

Talandier M. (2007), *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation, le cas du monde*

rural français, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Université Paris 12, 479 p.

Talandier M. (2008), « Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus », *Géocarrefour*, vol. 83, n° 4, pp. 259-268.

Taris T. W. (2000), *A primer in longitudinal data analysis*, SAGE Publications, Londres, 163 p.
